



# La Tribune

mercredi  
SHERBROOKE  
22 septembre 1999  
90e ANNÉE - No 181  
0,65 (WEEKEND: 1,75\$) Plus taxes

**LES GRANDES DESTINATIONS**  
sur notre **SITE WEB**  
Denise Morin  
présidente  
www.voyagesbellevue.ca  
voyages  
bellevue  
566-8663

## La marmite saute

Michel RONDEAU  
Sherbrooke

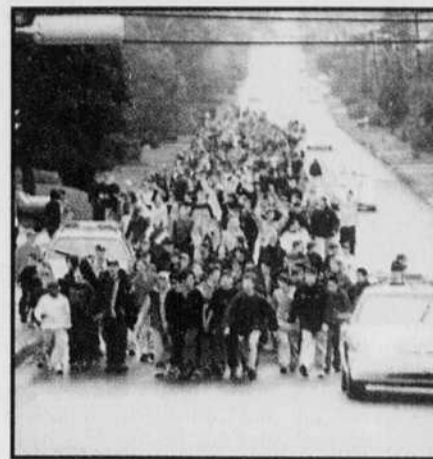
La marmite saute en éducation. Hier, pour la première fois, ça bouillait à gros bouillons à tous les ordres d'enseignement à Sherbrooke. Les élèves du secondaire ont lancé la serviette, les étudiants de la faculté d'Éducation ont crié à l'injustice, le Syndicat de l'enseignement de l'Estrie a rugi de rage, celui du personnel technique et administratif de la CSRS a mis le poing sur la table, celui des professionnels des commissions scolaires de l'Estrie a mis le holà à ce qu'il considère une insulte, celui des employés de soutien scolaire de Sherbrooke a jeté l'anathème sur le gouvernement et les ensei-

gnants du Collège de Sherbrooke sont sortis pour la deuxième fois cette année pour demander des négociations réelles et immédiates.

Environ 400 jeunes de l'école secondaire du Phare ont abandonné leurs cours hier après-midi pour protester contre le boycott de leurs activités parascolaires par les enseignants. Sur leur route vers l'école Le Ber, quelques dizaines d'autres élèves, possiblement de l'école Saint-François, où le groupe s'était arrêté au passage, les ont rejoints. Une manifestante, Anne-Marie Bédard, a expliqué que les élèves n'ont rien contre leurs professeurs, mais qu'ils tiennent à leurs activités parascolaires.

Plus tard en après-midi, à la faculté d'Éducation de l'Université

**La marmite saute... (suite en A2)**



Quelque 400 élèves de l'école du Phare, à Ascot, ont manifesté hier pour le maintien des activités parascolaires.

**Élèves, futurs enseignants, professeurs et employés de soutien expriment leurs frustrations**  
- À LIRE EN A2 ET B6

### LES SPORTS



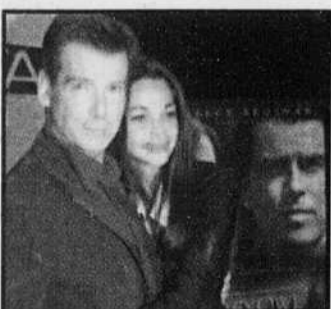
2 | 3

**Les Castors percent la muraille des Remparts (C1)**

### Démographie

**Le quartier Est décline, le quartier Nord se peuple (A3)**

### Arts et spectacles



**«Grey Owl»: un ravissement pour Pierce Brosnan (C9)**

### Météo / C11

**VARIABLE**  
14  
6h33 | 18h45  
25 sept | 02 oct | 09 oct | 17 oct

PLUS DE  
1700  
MORTS À  
TAIWAN

## CETTE ENSEIGNANTE EST-ELLE SOUS LES DÉCOMBRES?



Une mère de Lac-Mégantic, Lise Petit, est toujours sans nouvelle de sa fille, Jeanne Deslandes (photo ci-haut), qui enseigne à Pungshih, une ville située à quelque 20 kilomètres à peine de l'épicentre du violent tremblement de terre qui a frappé Taïwan. À Fenguyuan des photos de mariage jonchaient les débris d'un édifice rasé par le séisme.

**AUTRES TEXTES EN D1 ET D2**

Photolaser AP

## «On continue d'espérer...»

**Sans nouvelle de sa fille, une mère de Lac-Mégantic vit des heures d'angoisse**

François GOUGEON  
Sherbrooke

«Est-elle blessée sous les décombres?... Morte?... On se prépare à toute éventualité mais même si c'est très inquiétant, on continue d'espérer.»

Au fur et à mesure que le bilan des victimes s'alourdit à la suite du séisme qui a frappé le centre de la petite île très peuplée de Taïwan, Lise Petit, de Lac-Mégantic, vit des heures d'angoisse.

C'est que sa fille, Jeanne Deslandes, 35 ans, enseigne depuis un peu plus d'un an à Pungshih, une ville située à quelque 20 kilomètres à peine de l'épicentre du

violent tremblement de terre qui a frappé là-bas dans la nuit de lundi à mardi (heure locale). On parle déjà de près de 1700 morts.

Installée à Lac-Mégantic après avoir pris sa retraite de *La Tribune* il y a quelques années, où elle travaillait au service de la publicité, Lise Petit se sentait bien impuissante depuis qu'elle a appris la nouvelle, de la part d'une autre de ses filles qui vit à Montréal.

«J'ai aussitôt essayé d'entrer en communication avec Jeanne par courrier électronique et téléphone mais sans succès. C'est absolument impossible d'avoir la communication... Le ministère des Affaires étrangères a été alerté et la Croix-Rouge, mais on est toujours sans

nouvelle», a livré la mère qui, malgré l'inquiétude, continue d'espérer et multiplie les démarches pour être informée le plus vite possible.

Avec tendresse, elle a parlé de la troisième de ses enfants dont le côté aventurier a toujours été bien présent. Après avoir étudié en cinéma, Jeanne Deslandes s'était retrouvée en Ontario, où elle travaillait dans une entreprise informatique.

«Elle ne voyait pas de possibilité d'avancement. Aussi, quand elle a vu dans un journal une annonce pour un poste d'enseignant à Taïwan, elle a vite sauté sur l'occasion... Elle enseigne l'anglais et avait même une charge de cours à l'université pour enseigner en français

le cinéma», a fait valoir Mme Petit.

Celle-ci rappelle en outre qu'après des études à la Sorbonne en France, il y a quelques années, Jeanne était revenue en traversant l'Atlantique en catamaran, dans des conditions qui auraient fait peur à bien du monde. Après cela, elle s'était retrouvée sur un bateau de la garde-côtière canadienne, en Gaspésie.

A chaque semaine, Lise Petit et sa fille échangeaient entre Lac-Mégantic et la lointaine île de Chine. «Elle aimait beaucoup ce qu'elle faisait... Pour l'instant, je me croise les doigts pour que tout aille bien pour elle, a lancé avec émotion Mme Petit. J'envoie mes pensées en Haut, en espérant que de là, Quelqu'un veille sur elle et la protège.»

## Memphrémagog: 400 emplois à combler

Gilles DALLAIRE

Magog

Il y a pénurie criante de main-d'œuvre qualifiée dans la municipalité régionale de comté de Memphrémagog. Quelque 400 emplois doivent être comblés immédiatement ou à très court terme, dans le secteur manufacturier

principalement.

Pour les combler, le Centre local de développement de la municipalité régionale de comté tiendra, le 1er et le 2 octobre, dans la nouvelle usine dont Thona vient de terminer la construction dans le parc industriel de Magog une activité visant à mettre les entreprises en quête de main-d'œuvre en contact avec les chercheurs d'emploi.

La tenue de cette activité qui a nom Rendez-vous Emploi Memphrémagog a été rendue possible grâce à la complicité d'Emploi-Québec, de la municipalité régionale de comté, de la Commission scolaire des Sommet, des caisses populaires Desjardins de la municipalité régionale de comté et du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec. 28 exposants y participeront dont 16 entre-

prises oeuvrant dans le secteur manufacturier pour la plupart.

«Nos entreprises sont dynamiques, elles ont fait des investissements importants pour accroître leur capacité de production, améliorer la qualité de leurs produits et créer de nouveaux produits. Plusieurs d'entre elles occupent

**400 emplois... (suite en A2)**

**Nikon COOLPIX950**  
Résolution optique maximale  
2.11 Megapixels  
3X Zoom-Nikkor  
Carte mémoire 8 Mo. **1450\$**



**Les spécialistes de la photographie NUMÉRIQUE...**

Une vingtaine de modèles d'appareils numériques en magasin!

**IMACOM**

1306, rue King Ouest, Sherbrooke Téléphone: (819) 565-0000 • (819) 564-2494

PHOTOGRAPHIE  
IMPRESSIONS NUMÉRIQUES  
DIGITALISATION  
GRANDS-FORMATS



# La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,  
Tél.: 564-5450, 11K 2X8  
Journal quotidien publié à Sherbrooke par  
Les Journaux Trans-Canada (1996) Inc.  
(division La Tribune)

## TÉLÉPHONES

Petites annonces: 564-0999  
Publicité: 564-5450  
Rédaction: 564-5454  
Abonnements: 564-5466  
ENVOI DE PUBLICATION: Enregistrement No 0529168

## LIVRAISON

Camelots et camelots motorisés  
Prix de vente.....3,52 \$  
T.P.S.....25 \$  
T.V.Q.....28 \$  
Coût à l'abonné.....4,05 \$

## ABONNEMENTS

Abonnement payé à l'avance:  
androits deservis par camelot et camelots motorisés.

Temps	Prix	T.P.S.	T.V.Q.	Total
1 an	165,17 \$	11,56 \$	13,26 \$	189,99 \$
6 mois	88,00 \$	6,16 \$	7,06 \$	101,22 \$
3 mois	45,00 \$	3,15 \$	3,61 \$	51,76 \$
1 mois	25,00 \$	1,75 \$	2,01 \$	28,76 \$

Abonnement par la poste: Territoire immédiat

Temps	Prix	T.P.S.	T.V.Q.	Total
1 an	255,00 \$	17,85 \$	20,46 \$	293,31 \$
6 mois	140,00 \$	9,80 \$	11,24 \$	161,04 \$
3 mois	80,00 \$	5,60 \$	6,42 \$	92,02 \$
1 mois	50,00 \$	3,50 \$	4,01 \$	57,51 \$

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS  
1 an 700,00\$, 6 mois 410,00\$, 3 mois 265,00\$, 1 mois 130,00\$  
"La Tribune" est socitaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

## INDEX

- Agroalimentaire:.....C-10
- Arts et spectacles:.....C-8
- Bandes dessinées:.....D-5
- Branché sur le monde:.....D-9
- Décès:.....D-8
- Économie:.....B-7
- Messier en liberté:.....C-11
- Météo:.....C-11
- Opinions:.....A-10
- Petites annonces:.....D-3
- Sports:.....C-1

Page Internet:  
<http://www.latribune.qc.ca>  
Courrier électronique:  
[redaction@latribune.qc.ca](mailto:redaction@latribune.qc.ca)  
Télécopieur de la rédaction:  
(819) 564-8098

Autres textes sur les  
manifestations dans le  
monde de l'éducation  
(B6)

# Plus de 400 élèves dans la rue

Denis DUFRESNE

Sherbrooke

Un vent de contestation étudiante a soufflé sur Sherbrooke hier après-midi, alors que quelques centaines de jeunes du secondaire, principalement de l'école Du Phare, à Ascot, ont manifesté sous la pluie pour le maintien des activités parascolaires.

«On manifeste pour que les professeurs votent contre l'abandon de leur implication dans les activités parascolaires. On veut garder les activités sportives, les sorties et tout ce qui fait que l'école c'est autre chose que seulement des cours», a expliqué l'un des jeunes manifestants, Benjamin Dionne, étudiant en 5e secondaire, au moment où les élèves du Phare gravissaient la rue Galt Est afin de se rendre à l'école Saint-François, puis à l'école Le Ber, dans le quartier Est, pour convaincre leurs confrères et consœurs de sortir eux aussi.

Escortés par des policiers, environ 400 jeunes (selon la direction) ont quitté l'école du Phare vers 13h40, de façon quasi spontanée et malgré le fait que le Comité des élèves jugeait cette manifestation prématurée.

«Les profs sont très impliqués (dans les activités parascolaires) et ils en veulent plus mais le gouvernement ne veut pas payer», a déploré Anne-Marie Bédard, étudiante en 4e secondaire, ajoutant que les élèves n'avaient rien contre leurs professeurs.

Et en dépit de quelques blagues, la plupart des manifestants rencontrés par le journaliste de *La Tribune* ont affirmé être là pour conserver leurs activités parascolaires, au moment où les enseignants syndiqués doivent voter (ce soir même) sur le maintien ou non de leur participation à celles-ci.

Après une halte plutôt infructueuse à l'école Saint-François, les élèves du Phare ont poursuivi leur route jusqu'à Le Ber, où ils n'ont guère obtenu plus de succès.

## Prématurée

Quelques minutes avant leur arrivée, la présidente du Conseil des élèves de Le Ber, Julie Bolduc, a expliqué que cette manifestation était prématurée, «parce que le vote des enseignants n'est pas encore pris. On dit que tant que la décision n'est pas prise, ça ne donne rien».

Le directeur de l'école secondaire de la Montée (qui regroupe Le Ber et Saint-François), Guy Dumont, a expliqué qu'il avait été convenu plus tôt dans la journée qu'il n'y aurait pas de manifestation.

«Il y a un phénomène de contagion;



Environ 400 élèves de l'école Du Phare ont manifesté hier après-midi pour le maintien des activités parascolaires. Escortés par les policiers (photo du haut), ils se sont rendus à l'école Le Ber (photo du bas) pour inciter les autres élèves à imiter leur geste.

Photos Imacom-Daguerré, René Marquis

ce n'est pas facile ce qui se passe là», a-t-il ajouté.

Pendant ce temps, les étudiants du Phare ont été rejoints par quelques dizaines d'autres élèves, possiblement de l'école Saint-François, et se sont dirigés devant l'école Le Ber où ils ont invité bruyamment leurs collègues à venir les rejoindre à l'extérieur. Mais malgré leur insistance, les élèves de Le Ber se sont contents de les regarder par les fenêtres.

Devant cette situation et l'heure qui avançait, les manifestants se sont dispersés progressivement, toujours sous escorte policière.

L'un des porte-parole des manifestants, Olivier Couture, s'est dit quand même satisfait de la manifestation.

«Nous allons voir avec le Conseil des étudiants, mais on pense que le message a bien passé», a-t-il mentionné, ajoutant que si les enseignants décident de boycotter les activités parasco-

laire d'autres mobilisations du genre sont à prévoir.

Quoique bruyante, la manifestation s'est déroulée dans le calme et sans incident, ni arrestation, mais non sans perturber la circulation automobile, particulièrement sur le pont Joffre.

Le directeur de l'école Du Phare, Pierre Rouillard, a souligné en fin de journée hier qu'aucune sanction ne sera prise contre les élèves, mais que ceux-ci seront amenés aujourd'hui à réfléchir sur leur geste.

«La direction de l'école va leur donner une éducation à la démocratie; on rencontrera le Conseil d'école pour faire le tour des groupes.»

La directrice de la Commission scolaire de la région de Sherbrooke, Louise Boisvert, a de son côté estimé que les élèves doivent «apprendre qu'il faut organiser ce genre d'événement et sortir pour les bonnes raisons», soulignant qu'il y a aussi une question de sécurité.

## (La marmite: suite de la Une)

de Sherbrooke, quelque 500 étudiants demandaient au Syndicat de l'enseignement de l'Estrie de mettre fin au boycott des stages en milieu scolaire dont ils sont victimes. «On voudrait vous aider, mais vous nous mettez de côté», faisait remarquer une étudiante, Geneviève Meunier, au président du SEE, M. Gérard Messier.

Le matin, les présidents des quatre syndicats représentant le personnel de la CSRS (ou de l'Estrie, selon les cas), les enseignants, le personnel de soutien, le personnel technique et administratif et les professionnels, MM. Gérard Messier, Alain Marois, Guy Bazin et Gilles Lépine, exprimaient leur colère devant la décision du ministère de l'Éducation de permettre aux commissions scolaires d'offrir un boni forfaitaire de 2 à 6 pour cent à leurs directeurs généraux et directeurs généraux adjoints, alors que les négociations en éducation traînent en longueur et que le gouvernement se laisse tirer l'oreille.

«Il y a 60 pour cent de nos membres qui travaillent moins de 21 heures par semaine et qui n'arrivent même pas ainsi à se qualifier pour des mesures de soutien du revenu», faisait ressortir M. Guy Bazin, tandis que M. Gilles Lépine reprochait au gouvernement, une fois de plus, de donner des cadeaux à ses amis, les administrateurs des commissions budgétaires, tandis qu'il propose des coupes au personnel scolaire.

Au Collège de Sherbrooke, pour la deuxième fois depuis la rentrée, les enseignants exprimaient par une manifestation au pavillon de l'administration, leur ras-le-bol et leur impatience en questionnant la position de la direction du Collège.

# À Montréal, des élèves bloquent le pont Jacques-Cartier

Montréal (PC)

La circulation automobile sur le pont Jacques-Cartier, la route 20 et certaines artères importantes de la région de Montréal a été sérieusement perturbée hier par la tenue de manifestations spontanées d'élèves du secondaire. Imitant d'autres débrayages du genre qui se sont produits ailleurs au Québec depuis une dizaine de jours, les élèves disent vouloir dénoncer l'impact du boycottage des activités parascolaires par les professeurs.

La journée a mal commencé pour les milliers d'automobilistes qui empruntent chaque matin le pont Jacques-Cartier pour aller travailler à Montréal. Environ 200 élèves de l'école secondaire Saint-Jean-Baptiste de Longueuil, sur la Rive-Sud, y ont en effet provoqué un embouteillage monstre en le traversant à l'heure de pointe. Accueillis de l'autre côté par des policiers, les élèves ont été par la suite reconduits en autobus à leur point de départ.

Rejoints par des confrères d'autres écoles, ils ont essayé de répéter la manœuvre en début d'après-midi. Refoulés cette fois-ci par les agents, ils se sont alors dirigés vers un centre commercial de Longueuil, tout près, où un petit groupe d'entre eux s'est livré à des actes de vandalisme. Le pont Jacques-Cartier devait être fermé de nouveau

vers 15h à cause de la présence d'un autre groupe de manifestants, provenant d'écoles de Montréal cette fois.

Le pont Champlain et l'accès à l'île Perreault ont passé bien près, eux aussi, d'être bloqués par des élèves tandis que l'autoroute 20 a pour sa part dû être fermée dans les deux sens en après-midi, pendant plus d'une heure, à cause de la présence d'un autre groupe de manifestants près de Pincourt.

Si tout ce remue-ménage n'a heureusement fait aucun blessé, la police rapporte avoir toutefois procédé à trois arrestations.

Accusés d'inciter leurs élèves à commettre ces gestes d'éclat, les enseignants ont protesté de leur innocence, hier, par la voix de leur représentants. La présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement de la CEO, Johanne Fortier, a assuré que l'on en avait même fait une consigne claire auprès des membres. Elle a ajouté qu'une rencontre était prévue aujourd'hui pour explorer les moyens devant être adoptés pour inciter les élèves à rester en classe.

Le ministre de l'Éducation, François Legault, a pour sa part dit souhaiter que les présentes négociations ne se fassent pas sur le dos des élèves et ne compromettent pas leur sécurité.

«Tout le monde fait la grève, résumait hier un élève. D'autres étudiants l'ont faite. Les infirmières l'ont faite cet été. Pourquoi pas nous autres?»

## (400 emplois: suite de la Une)

maintenant une place enviable sur le marché national et sur le marché international. Leur croissance augmente leurs besoins de main-d'œuvre qualifiée. C'est pour les aider à recruter la main-d'œuvre dont elles ont besoin en même temps que pour faire connaître les possibilités de faire carrière qu'elles offrent aux chercheurs d'emploi, qu'ils habitent la MRC de Memphrémagog ou ailleurs, que Rendez-vous Emploi Memphrémagog est tenu», a expliqué hier, au cours d'une conférence de presse, le président du Centre local de développement, M. Pierre Riverin.

«Rendez-vous Emploi Memphrémagog, ce sera aussi une occasion exceptionnelle donnée aux chercheurs d'emploi de connaître les intentions d'embauche des entreprises et les compétences qu'elles recherchent», a ajouté la coordonnatrice de l'activité, Mme Vicky Villeneuve, qui a révélé que plus de 150 des 400 emplois offerts ne requièrent pas une formation spécialisée.

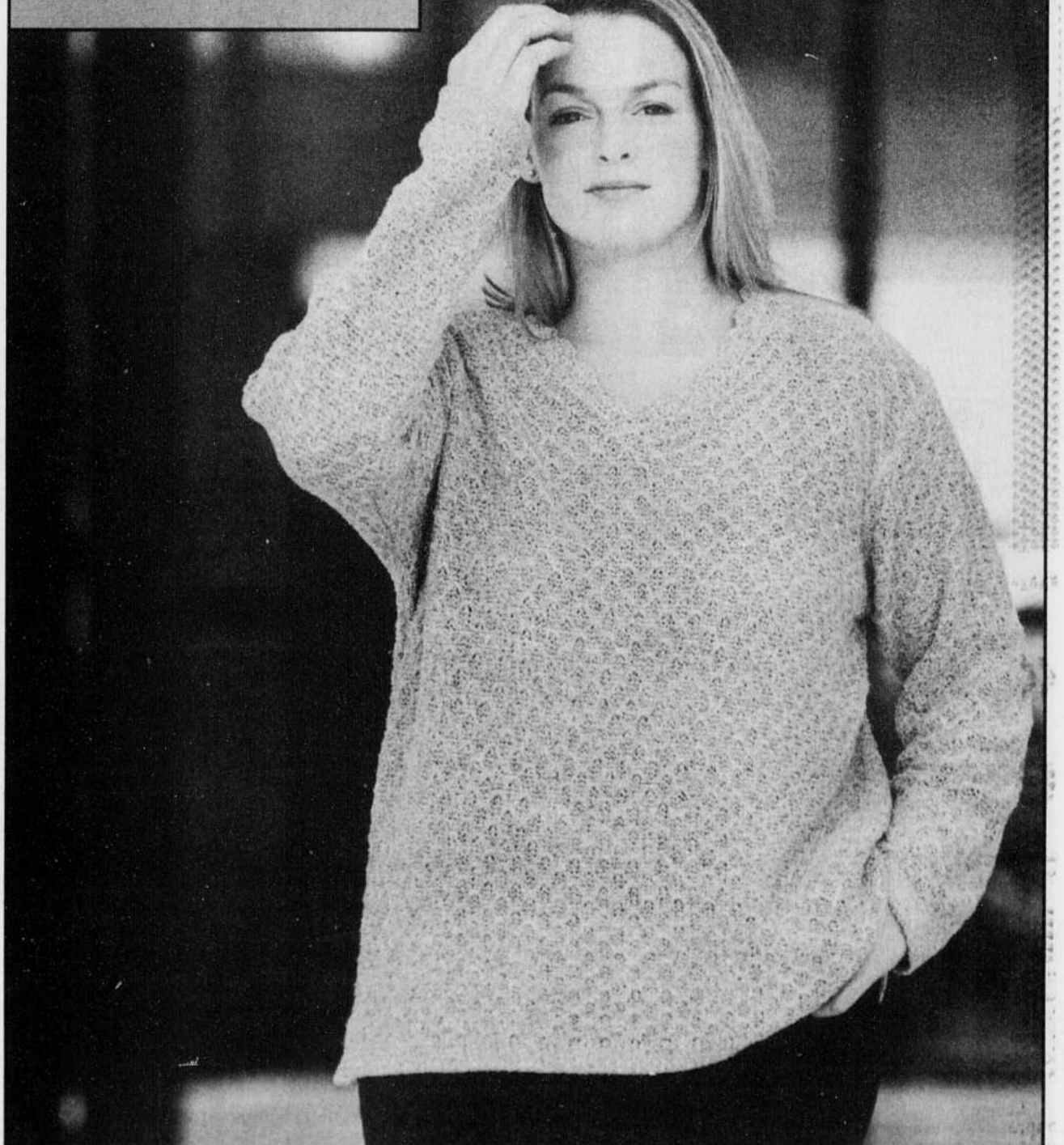
Mme Villeneuve a invité les chercheurs d'emploi à apporter leur curriculum vitae avec eux afin que les entreprises évaluent leur formation et leurs compétences le plus rapidement possible.

Les postes qui doivent être comblés sont notamment des postes de concepteur, d'ingénieur, de dessinateur, de mécanicien, de monteur, de soudeur et de technicien de même que des poste de journalier et de manoeuvre.

Parmi les entreprises dont les besoins de main-d'œuvre sont les plus importants, on trouve Thona, Wulftec International, Lefki, Conceptomerc 2001, H. Fontaine, Olympic Distribution et Machinerie Optimum.

Rendez-vous Emploi Memphrémagog accueillera les chercheurs d'emploi de 9 h à 20 h le 1er octobre et de 9 h à 15 h le 2 octobre. L'usine où l'activité est tenue est située rue René-Patenaude.

## FLORENCE



la maison  
**simons**

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC  
MONTREAL 977 RUE STE-CATHERINE OUEST SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Le pull  
tricot soie et lin 99.<sup>95</sup>

Superbe texture alvéolée pour un pull hypocoûteux et confortable. Forme tunique, encolure V à bord festonné. Couleur de sable chiné. Tailles IX, 2X, 3X.

# L'Est et le Centre-Ouest en déclin

La population a vieilli et diminué entre 1991 et 1996 dans les deux quartiers, selon une analyse des données de Statistique Canada

Luc LAROCHELLE

Sherbrooke

La population des quartiers Est et Centre-Ouest décline à tous les points de vue, elle vieillit et diminue, tandis que celle du quartier Nord a progressé entre 1991 et 1996. Au cours de la même période, le revenu moyen des familles sherbrookoises a augmenté de 3000 \$, mais tous ne profitent pas de cet enrichissement. La situation financière des plus démunis s'est même détériorée.

C'est ce que révèle l'étude socio-économique préparée par la Division de l'urbanisme de la Ville de Sherbrooke en s'appuyant sur les chiffres recueillis par Statistique Canada lors du recensement de 1996.

Si la population de Sherbrooke a varié de seulement 350 personnes entre 1991 et 1996, il y a eu une migration interne qui profite aux unités de voisinage du Nord et qui affectent négativement celles de l'Est et du Centre-Ouest.

Les secteurs Saint-Esprit, Saint-Jean-Baptiste, Centre-Ville, Marie-Médiatrice et Saint-Joseph sont les plus touchées par le déclin démographique. Le secteur Jardins Fleuris échappe toutefois à la tendance généralisée dans l'Est avec une hausse de 5,7 % du nombre de ses habitants.

Les unités St-Esprit et Marie-Médiatrice, dans l'Ouest, ont respectivement perdu 12,6 et 7,2 % de leur population en cinq ans, dont 180 enfants âgés de moins de 11 ans. Ces chiffres renforcent les prétentions des citoyens, qui soutiennent que la prolifération des maisons de chambres pour étudiants menace le tissu social de leur quartier.

D'autre part, la population est en croissance dans pratiquement toutes les unités de voisinage du nord de Sherbrooke. La population est fortement à la hausse dans les secteurs Beckett, Chauveau et St-Charles-Garnier.

## Vieillesse de la population

Le vieillissement de la population est généralisé à Sherbrooke. La ville comptait 830 jeunes de 0-14 ans de

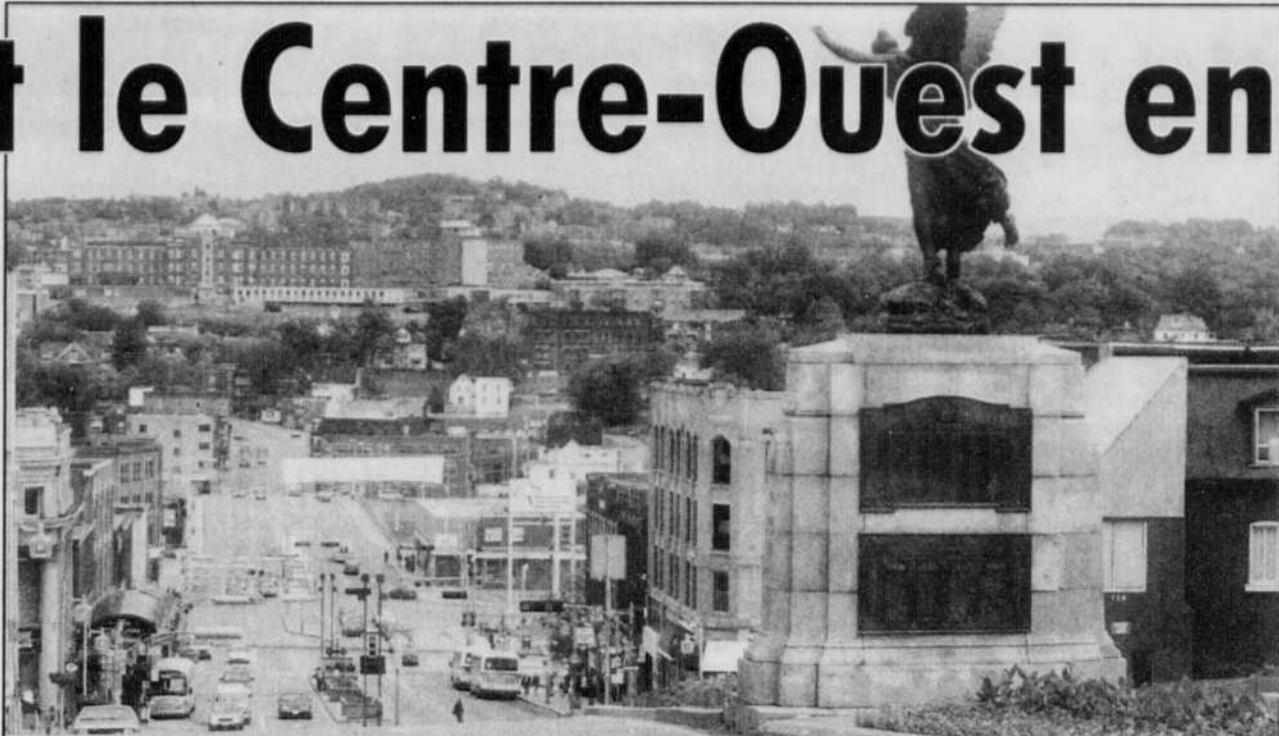


Photo La Tribune, archives

La population de Sherbrooke a varié de seulement 350 personnes entre 1991 et 1996, mais la situation n'est pas demeurée stable partout pour autant. Il s'est produit une migration interne qui a profité aux unités de voisinage du Nord et qui a affecté négativement celles de l'Est et du Centre-Ouest.

## Revenu moyen des familles

Unité de voisinage	1991	1996	Variation 91-96	Nombre de familles en 1996
Chauveau	50,114\$	61,559\$	11,445\$	620
Don-Bosco	47,484\$	49,886\$	2,402\$	640
Saint-Charles-Garnier	42,891\$	45,138\$	2,247\$	1205
Carillon	39,511\$	42,003\$	2,492\$	700
Laurentie	63,736\$	62,185\$	(1,551\$)	955
Beckett	76,169\$	67,854\$	(8,315\$)	760
Saint-Jean-Brébeuf	54,357\$	50,654\$	(3,703\$)	565
Saint-Alphonse	53,252\$	58,633\$	5,381\$	1155
Hélène-Boullé	71,966\$	94,273\$	22,307\$	470
Vieux-Nord	44,215\$	49,898\$	5,683\$	780
<b>Quartier Nord</b>	<b>53,237\$</b>	<b>56,613\$</b>	<b>3,376\$</b>	<b>7850</b>
Pin-Solitaire	35,022\$	39,152\$	4,130\$	525
Assomption	35,284\$	34,505\$	(779\$)	710
Jardins-Fleuris	35,699\$	34,727\$	(972\$)	1340
Sainte-Famille	29,083\$	28,934\$	(149\$)	765
Coeur-Immaculé	37,784\$	40,047\$	2,263\$	735
Saint-Jean-Baptiste	33,457\$	38,712\$	5,255\$	1125
Marie-Reine	46,120\$	45,091\$	(1,029\$)	805
<b>Quartier Est</b>	<b>35,934\$</b>	<b>37,137\$</b>	<b>1,203\$</b>	<b>6005</b>
Centre-Ville	26,949\$	23,993\$	(2,956\$)	465
Immaculée-Conception	26,356\$	29,143\$	2,787\$	1005
Saint-Joseph	31,227\$	32,845\$	1,618\$	1010
Sainte-Jeanne-d'Arc	30,818\$	31,425\$	607\$	1465
Saint-Esprit	39,272\$	44,585\$	5,313\$	880
Marie-Médiatrice	48,868\$	53,890\$	5,022\$	945
<b>Quartier Centre-Ouest</b>	<b>33,850\$</b>	<b>36,363\$</b>	<b>2,513\$</b>	<b>5770</b>
<b>Ville</b>	<b>41,732\$</b>	<b>44,707\$</b>	<b>2,975\$</b>	<b>19635</b>

moins en 1996 qu'en 1991 alors qu'on observait une augmentation de 1000 personnes chez les 65 ans et plus.

Cette tendance ira en s'accroissant puisque Sherbrooke vit toujours l'exode des jeunes de 25-34 ans qui sont 1900 de moins qu'ils ne l'étaient en 1991. Cette perte n'est pas compensée par le développement des banlieues puisque la baisse chez les 25-34 ans est généralisée pour toute la région de recensement de Sherbrooke.

Le vieillissement de la population frappe plus durement le secteur Saint-Jean-Baptiste où un citoyen sur quatre est âgé de 65 ans et plus. Cette proportion est de seulement 5 % dans le secteur Hélène-Boullé.

Pour illustrer ces tendances opposées, si une fête de quartier réunissait 1000 personnes, il y aurait 162 enfants de moins de 11 ans et 50 personnes âgées de 65 ans et plus dans l'unité Hélène-Boullé. Si la même fête de quartier se tenait dans le secteur Saint-Jean-Baptiste, elle réunirait 92 enfants et 253 personnes âgées.

Sherbrooke, qui comptait déjà 3920 familles monoparentales en 1991, la plus forte proportion au Québec, voit cette particularité sociale se renforcer. Le recensement de 1996 a dénombré 4310 familles monoparentales. 64 % d'entre elles vivent dans l'unité de voisinage du Centre-Ville.

Le mariage n'est définitivement plus en vogue. Sherbrooke comptait 3000 couples légalement mariés de moins en 1996 qu'en 1991, mais les ruptures conjugales au sein des couples mariés ont légèrement diminué au cours de cette période.

## Écarts de richesse

Tel que mentionné précédemment, le revenu moyen des familles sherbrookoises a augmenté de 3000 \$ entre 1991 et 1996. Les hausses sont spectaculaires dans certaines unités de voisinage alors qu'il faut plutôt parler de recul dans d'autres.

Les revenus des familles habitant le secteur Hélène-Boullé ont bondi de 30 %, ou 22 307 \$, pour atteindre 94 273 \$. Les conditions financières des familles du secteur Chauveau, près du parc industriel, se sont également grandement améliorées avec un revenu moyen de 61 559 \$, une hausse de 23 %.

Par contre, de 1991 à 1996, les familles habitant le Centre-Ville ont perdu 10 % de leur pouvoir d'achat avec des revenus en baisse de 2956 \$, à 23 993 \$. Cette saignée n'est pas propre au Centre-Ville. Les citoyens de trois unités de voisinage du Nord, Beckett, Saint-Jean-Brébeuf et Laurentie, ont également assisté à une diminution de leurs revenus.

Fait à noter, malgré le vieillissement plus marqué de la population dans les secteurs Saint-Jean-Baptiste et du Pin-Solitaire, la croissance des revenus des familles a dépassé la moyenne observée dans toute la ville.



Richard Gingras



Jean Perrault

## «Le maire Gingras s'est emporté inutilement»

Sherbrooke (LL)

Le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, encense sans répliquer les critiques de son homologue de Saint-Élie-d'Orford qui l'a accusé d'être un individualiste et un rêveur. M. Perrault soutient que Richard Gingras s'est emporté inutilement en commentant les propos qu'il a tenus à l'occasion d'une conférence de presse donnée par les maires des six villes-centres, vendredi dernier à Montréal.

Le maire de Sherbrooke a préféré s'expliquer auprès de Clément Nault qui, en sa qualité de préfet de la MRC de la région sherbrookoise, conduit les discussions sur l'avenir de la région.

«J'ai discuté avec M. Nault, je lui ai lu les notes que j'avais préparés pour mon intervention devant la presse nationale et loin de désavouer l'étude sur l'organisation territoriale que nous amorçons dans la région, j'ai même dit qu'elle témoignait de la volonté des élus de la région de Sherbrooke d'avancer sans attendre que le gouvernement provincial nous y oblige», a fait valoir le maire Perrault.

«Je me fais promoteur des fusions dans une perspective provinciale, considérant qu'on ne peut plus fonctionner efficacement avec 1300 municipalités comme c'est le cas actuellement. Je n'ai jamais demandé qu'on impose des fusions aux municipalités voisines. Si les élus de Sherbrooke misaient sur un coup de force, ils n'auraient pas proposé aux maires de la MRC d'utiliser les 153 000 \$ que le gouvernement québécois a alloués à la Ville pour effectuer une étude sur les opportunités de regroupement et la mise en commun de services», a ajouté Jean Perrault.

## Nault satisfait

Le préfet de la MRC, Clément Nault, juge les explications du maire de Sherbrooke satisfaisantes et ne s'attend pas à ce que cette autre altercation laisse des séquelles.

«Ce n'est pas le ton des discussions que nous avons eues jusqu'à maintenant et je pense que les maires s'imposeront une certaine discipline lorsque nous nous engagerons dans les pourparlers sur un nouveau modèle d'organisation régionale», a indiqué le préfet.



Manteau de castor rasé, deux tons rainurés en carrelé, combiné à une écharpe de la même fourrure.

**GRATUIT**  
Une paire de gants et un foulard de belle valeur en cadeau avec tout achat de votre manteau «divers»...



EN SEPTEMBRE  
EXCEPTIONNELLEMENT  
OUVERT LE DIMANCHE  
de 12 h à 16 h

En exclusivité chez:  
**PREMIER**  
Fourrure  
FOURRURE & MANTEAUX DIVERS

Situé face à Jean Coutu dans l'Est  
Coin Papineau King et Murray.

422, rue King Est, Sherbrooke  
564-1337 Sans frais | 888 564-1337

# NÉGOCIATIONS

AVEC LES SYNDICATS DES PRODUCTEURS DE BOIS

## DOMTAR DEMANDE LE PRIX DU MARCHÉ!

Domtar tient à faire le point sur le dossier des négociations entreprises avec les syndicats de producteurs de bois de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de la Mauricie, dont les contrats se terminent le 31 décembre 1999.

Pour assurer une partie de l'approvisionnement en fibres nécessaire au bon fonctionnement de l'usine à Windsor, Domtar doit négocier des contrats avec les syndicats de producteurs de bois du Québec. Au total, sept syndicats font partie des quelque 125 fournisseurs de bois de l'usine.

Domtar a entamé des négociations avec les trois syndicats le 3 mai dernier. L'entreprise a acquiescé à la plupart de leurs demandes :

- discuter avec les trois syndicats regroupés plutôt qu'individuellement ;
- maintenir les volumes de bois en vigueur en autant qu'il y ait entente sur les autres points ; et,
- acheter un volume de bois additionnel de 52 000 tonnes de bois de verglas, au prix demandé par les syndicats, afin de minimiser les pertes en forêt. De plus, Domtar a démontré un intérêt pour des volumes supplémentaires, si nécessaire.

### La clé de l'entente : un prix comparable au prix offert sur le marché

En 1995 et 1996, les producteurs ont obtenu une hausse sans précédent de 33 % du prix du bois feuillu. Le contrat en vigueur comprend un mécanisme automatique d'indexation du prix du bois relié au prix du papier. Or, la hausse exceptionnelle du prix du papier en 1995 a duré moins d'une année et, depuis trois ans, les prix ont chuté et se situent maintenant à un niveau inférieur au prix prévalant lors de la négociation du contrat de 5 ans à la fin de 1994.

Le prix du bois, quant à lui, n'a pas été ajusté automatiquement à la baisse. Il a fallu de longues et difficiles négociations, entreprises dès 1996, pour en arriver finalement à une première baisse des prix de 5 % en 1997. Par la suite, quatre syndicats ont accepté d'abaisser leur prix d'un autre 8 % en 1998 et 1999. Les trois syndicats mentionnés plus haut ont refusé d'emboîter le pas.

### Du bois plus cher que le prix du marché

Le bois acheté aux syndicats susmentionnés coûte en moyenne plus cher que celui de nos autres fournisseurs, même si ceux-ci doivent le transporter sur une distance beaucoup plus grande. Nous demandons aux syndicats une baisse de prix de l'ordre de 8 %, équivalente au prix du marché et à la baisse consentie par les autres

syndicats. Cette demande nous semble tout à fait raisonnable. Malgré cette baisse, les prix que Domtar offrait représentaient des retombées économiques annuelles s'ajoutant aux contrats actuels de l'ordre de 2,5 millions de dollars pour les régions concernées, compte tenu de l'augmentation des volumes.

### Maintenir notre position dans le marché

En tout temps, l'usine de Windsor doit pouvoir compter sur des matières premières à prix concurrentiels, tout comme elle doit fournir à ses propres clients du papier aux prix fixés par le marché. C'est ainsi qu'elle peut maintenir à long terme sa compétitivité et son apport socio-économique important, non seulement pour la région en général, mais aussi pour les producteurs et les transporteurs de bois.

Domtar ne peut s'exposer à subir une baisse d'inventaire de bois au début de l'année 2000 et mettre en péril le travail de quelque mille

employés et la fourniture de papier à ses clients. Nous avons donc pris les dispositions nécessaires pour assurer l'approvisionnement en bois requis jusqu'en mai 2000. À cet effet, nous avons signé une entente durant la deuxième semaine de septembre pour un volume de 50 000 tonnes par année pour trois ans avec un autre fournisseur, et ce au prix du marché. Domtar a également conclu une entente, pour l'achat d'un volume supplémentaire de 10 000 tonnes par année pour deux ans, avec un autre syndicat de producteurs de bois au prix proposé dans le cadre de la présente négociation.

### Les impacts

Domtar ne peut plus attendre. Si une entente n'intervient pas d'ici le 15 octobre 1999, Domtar sera forcée de s'approvisionner à d'autres sources. Déjà, les ententes signées pour l'approvisionnement de 60 000 tonnes signifient l'arrêt des livraisons à l'usine de Windsor dès janvier 2000 pour les syndicats de l'Estrie, de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Si toutefois une entente survenait avant le 15 octobre, les producteurs de bois membres de ces syndicats pourraient recommencer leurs livraisons en mai 2000.

Nous sommes toujours disposés à rencontrer les trois représentants des syndicats pour combler les volumes disponibles des prochaines années. En effet, Domtar préfère privilégier les producteurs voisins de son usine de Windsor, afin d'assurer son approvisionnement, en autant que cela se fasse à un prix concurrentiel. Toutefois, il est clair qu'une entente doit intervenir avant le 15 octobre 1999, afin de nous laisser le temps de finaliser notre plan d'approvisionnement pour l'année 2000.



**Domtar**



Armand Comeau a quitté Saint-Félicien avec sa famille pour venir travailler à Deauville avec l'idée d'y rester quelques années. «Le montant de 20 000 \$ est un peu pour cela», dit-il.

## Les documents confirment que Deauville a versé 20 000 \$ pour «acheter la paix»

Pascale BRETON

Sherbrooke

Les rumeurs qui ont circulé en coulisse concernant l'entente de cessation d'emploi du directeur général de Deauville se sont avérées véridiques lors du dévoilement de l'entente.

Dans la convention de cessation d'emploi rendue publique hier, il est ainsi possible de constater que les sommes monétaires s'élèvent à près de 70 000 \$, dont une tranche de 20 000 \$ est consentie en dommages et intérêts dans le but «d'acheter la paix».

Lors de la cessation de son emploi le 1er octobre 1999, le directeur gé-

ral recevra de la Municipalité, une somme de 20 000 \$ à titre de dommages et intérêts liquidés étant entendu entre les deux partis que la Municipalité verse cette somme uniquement dans le but d'acheter la paix et sans aucune admission de responsabilité de sa part.

À l'item 11 du document, il est aussi indiqué que les deux partis s'engagent à respecter la confidentialité de l'entente. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui a soulevé il y a quelques semaines la colère de plusieurs citoyens de Deauville qui voulaient savoir où était allé leur argent.

Dans l'entente dont La Tribune a obtenu copie, il est écrit que le Directeur général et la Municipalité s'enga-

gent à garder confidentielle la présente convention (...).

La Municipalité s'engage également à retirer certains documents du dossier personnel du directeur général, laquelle liste est contenue en annexe du document.

Plusieurs questions avaient obtenu des réponses imprécises au cours des dernières semaines, dans ce départ obligé à la suite d'une restructuration municipale à Deauville, et avaient mécontenté plusieurs contribuables. Les modalités d'engagement du directeur général en faisaient partie.

À l'assemblée spéciale de lundi soir, les élus ont expliqué que le contrat du directeur général n'avait pas été signé

et donc, pouvait maintenant être considéré comme illimité. Dans l'entente de départ, il est plutôt écrit: *Attendu que la Municipalité a accordé, par sa résolution (...), un contrat de quatre ans.*

Finalement, le document présente deux annexes, dont la première contient la résolution du 17 mai dernier, où les conseillers municipaux autorisent à l'unanimité le maire à faire préparer les documents nécessaires et finaliser les négociations visant à mettre fin au contrat d'un employé de la Municipalité selon certaines dispositions telles que celles préparées par Me Reynolds en date du 17 mai 1999. Il n'est toutefois pas indiqué que les conseillers municipaux ont pris connaissance du document final avant sa signature.

## Le d.g. espère que la poussière va maintenant retomber

Sherbrooke (PB)

Maintenant que la convention de cessation d'emploi qui a fait tant de bruit dans la petite municipalité de Deauville est accessible au public, le directeur général de l'endroit, en poste jusqu'au 1er octobre, espère que la poussière va retomber.

«Je trouve très malheureux d'avoir fait tant d'histoires avec un départ. Je

n'ai pas demandé à ce que tout cela arrive», a confié le directeur général, Armand Comeau.

Avec sa famille, M. Comeau a déménagé de Saint-Félicien pour s'installer dans la région lorsqu'il a accepté le poste à la municipalité de Deauville. «Le montant de 20 000 \$ est un peu pour cela. Le terme de dommages et intérêts est un terme légal, mais ce montant couvre les frais qu'a occasionné le déménagement. J'arrivais ici avec

l'idée d'une permanence, je pensais rester quelques années», explique M. Comeau.

Tourner la page

Il affirme d'ailleurs qu'il détenait une permanence à la Ville de Deauville et qu'il n'a pas été question d'un contrat de quatre ans ferme. «Un contrat a été rédigé, mais il n'a jamais été finalisé», a-t-il indiqué.

De son côté, le maire de Deauville

Georges Émond croit que toute cette saga devrait amener beaucoup de prudence au conseil, particulièrement concernant l'engagement du nouveau secrétaire-trésorier.

«Dans le temps, peut-être qu'on aurait dû procéder autrement. Dans le cas des cadres, comme un directeur général, la Commission municipale les protège, avec raison. Pour nos prochains employés, nous allons toutefois offrir des contrats limités dans le temps, nous

sommes sensibilisés à la chose.»

Pour le reste, il souhaite tourner la page, tout comme les six conseillers municipaux. «Nous avons pris une décision comme beaucoup de municipalités en prennent, le tout étant très conforme à la Loi municipale. Nous payons l'équivalent d'une année de salaire, chose très fréquente aussi.»

## Fraude à la garderie

Sherbrooke

Nathalie Lacasse, âgée de 30 ans, a reconnu avoir fraudé le Centre de la petite enfance Famili-Gard'Estrée, dont elle était directrice, d'un montant de plus de 5000 \$ entre avril 1996 et le 3 juin 1998.

Elle a fait cette admission plus tôt cette semaine devant le juge Gerald Desmarais de la Cour du Québec, à Sherbrooke, à une étape avant son enquête préliminaire.

Mme Lacasse a par ailleurs bénéficié d'un sursis de procédures pour un autre chef de vol d'une valeur de 10 255 \$ au sujet de la même affaire.

Me Conrad Chapdelaine a expliqué que sa cliente n'a jamais eu de démêlés avec la justice antérieurement, que les circonstances de ce délit sont bien particulières et que cette dernière espère faire un remboursement partiel.

D'après une source policière, l'accusée a effectué des dépenses personnelles qu'elle a payées en utilisant l'argent du centre, un organisme sans but lucratif, à Rock Forest.

Mme Lacasse a démissionné le 3 juin 1998 peu de temps après une rencontre avec le conseil d'administration du centre de la petite enfance.

Devenez  
Grand  
Frère ou  
Grande  
Sœur!

ÇA GRANDIT!

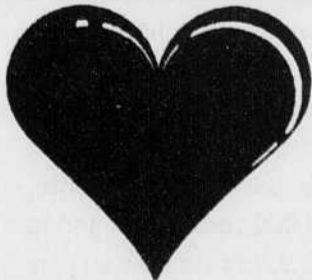
1 800 661.4252  
Sherbrooke : 819 822.3243



Association  
des Grands Frères  
et Grandes Sœurs  
du Québec

03619

« Bénévolat »  
à Secours-Amitié  
est un geste  
profondément humain



Secours-Amitié poursuit sa campagne de recrutement de bénévoles. Nous avons besoin d'écouter et d'écouteres dont le rôle consiste à offrir une écoute chaleureuse aux Estriens et Estriennes ressentant le besoin de se confier. Vous recevrez une formation basée sur la pratique. Cette expérience vous permettra d'améliorer vos relations humaines.

Venez embellir le monde!  
Information au  
823-5400



06129

## Fête des familles au mont Bellevue

Dimanche 26 septembre  
sous le thème : « Contes et légendes »

LA MAISON DE LA FAMILLE DE SHERBROOKE

t'invite à la Fête des familles au mont Bellevue, le dimanche 26 septembre, de 10 h 30 à 16 h. Sous la présidence d'honneur de la famille de Pierrette et Michel Fortin

VIENS FÊTER EN FAMILLE AVEC  
5000 AUTRES PERSONNES LA JOIE  
D'ÊTRE EN FAMILLE

Dès 10 h 30 au Chalet Antonio-Pinard

Brunch familial organisé par le  
Mouvement multiethnique

- Mets sénégalais
- Prix : adulte 10 \$  
enfant 5 \$ (4 à 12 ans)  
famille 25 \$ (2 adultes - 2 enfants)
- Billets en prévente à la Bibliothèque municipale Éva-Sénécal et à la Maison de la famille de Sherbrooke
- Contes, légendes et musique sénégalaise

À compter de 12 h

Pour tous

- Clic : une photo de famille
- Potion magique et coffre au trésor
- SPA, maison Secour, camion de pompier
- Des contes et des légendes
- Une vue historique du mont Bellevue
- Spectacle et danse d'ici et d'ailleurs
- Remonte-pente et navette
- Casse-croûte santé disponible sur les lieux

Pour les tout-petits

- Amuseurs publics
- Parc de jeux modulaires
- Ballons structurés

Pour les 5 à 12 ans

- Bricolage de napperons
- Atelier de masques d'animaux
- Maquillage

Pour les ados

- Ligue d'improvisation
- « Windtubes »
- Macadam J

« Apporte une photo de famille »

Renseignements :

La Maison de la famille de Sherbrooke 821-5986  
En collaboration avec la Ville de Sherbrooke



Ville de  
Sherbrooke



06457



Nous n'avons jamais reçu  
de compliment aussi frappant.

LA CLASSE M. À la recherche d'un utilitaire sport? Considérez ceci : sur les 15 utilitaires sport de grande moyenne qui ont subi le test de collision frontale asymétrique à 40 mi/h (64 km/h) de l'Insurance Institute for Highway Safety, aucun n'a obtenu de meilleures notes que la Classe M, qui a ainsi été jugée le « Meilleur choix ». Venez vite découvrir pourquoi en prenant vous-même le volant. UNE VALEUR ÉQUITABLE À PARTIR DE 47 550 \$\* OU 499 \$ PAR MOIS\*\*



Mercedes-Benz  
L'avenir de l'automobile

Dominick Auto Sport Ltée, 4787 Boul. Bourque, Rock Forest (819) 564-2211

05780

# Que faire de St. Andrew's?

□ La communauté presbytérienne s'interroge sur le sort de son église du centre-ville

Pierre SAINT-JACQUES  
Sherbrooke

« Il est important de prendre son temps avant d'en arriver aux décisions finales. La communauté s'est réunie dimanche dernier mais c'était dans un but d'échange d'informations et non de décision. On espère savoir à quoi s'en tenir avant que ne tombe la neige. »

Le Révérend Blake Walker, pasteur de l'église presbytérienne St. Andrew's de Sherbrooke, a tenu ces propos hier alors que *La Tribune* s'informait de l'avenir du temple lourdement endommagé par la tempête du 5 juillet 1999.

Le site est nettoyé et ceint par une haute clôture contre les intrusions, tant pour des raisons de sécurité que de prévention contre le crime, les vitraux et les ouvertures béantes laissées par la tempête orageuse du 5 juillet 1999 placardés contre les intempéries...mais le sort de la plus que séculaire église presbytérienne réformée St. Andrew's n'est toujours pas décidé.

Rappelons que les forts vents du 5 juillet ont endommagé l'édifice, rue Frontenac, à quelques pas du centre-ville de Sherbrooke, pour un montant dépassant le demi-million de dollars.

Cette journée-là, une bonne partie du Québec, particulièrement de la région de l'Estrie et de la Ville de Sherbrooke, avait été vi-

rée sens dessus dessous.

On a consolidé la toiture endommagée et la structure du bâtiment afin de sécuriser les lieux et de pouvoir démanteler l'orgue Casavant et la transporter à Montréal pour un nettoyage et une vérification.

Il a été possible d'entreposer ailleurs une bonne partie du mobilier de l'église.

La communauté s'est réunie dimanche dernier en l'église St. Georges de Lennoxville pour prendre connaissance du rapport des ingénieurs en structure, s'informer des diverses options et écouter également le message du Révérend Ian Morrison, secrétaire général de l'Église presbytérienne, Life and Mission Agency.

Il a abordé l'avenir avec les fidèles; il les a invités à réfléchir sur le but et les principaux objectifs de la mission de l'Église en cette époque avant d'en arriver à une décision finale.

Les ingénieurs, spécialisés en structure, sont d'avis que le bâtiment peut être réparé, reconstruit. Donc le problème ne réside pas là d'autant plus que le bâtiment est bien assuré.

Ce que la communauté se demande, avec raison, est s'il vaut la peine d'investir plus d'un demi-million de dollars dans un édifice qui, comme le vivent l'ensemble des communautés de pratique religieuse, est de moins en moins fréquenté.

Tout le hic est là.

Serait-il sage de démolir l'édifice actuel, de reconstruire un temple plus modeste dans un secteur où il serait plus aisé de recruter de jeu-

nes familles? Telle est l'autre question qui n'est pas dénuée de logique.

Si jamais l'église devait disparaître de son site, rue Frontenac, ce sera une grande perte pour l'architecture religieuse, pour la musique qui baignait dans une ambiance, une acoustique tout à fait exceptionnelle.

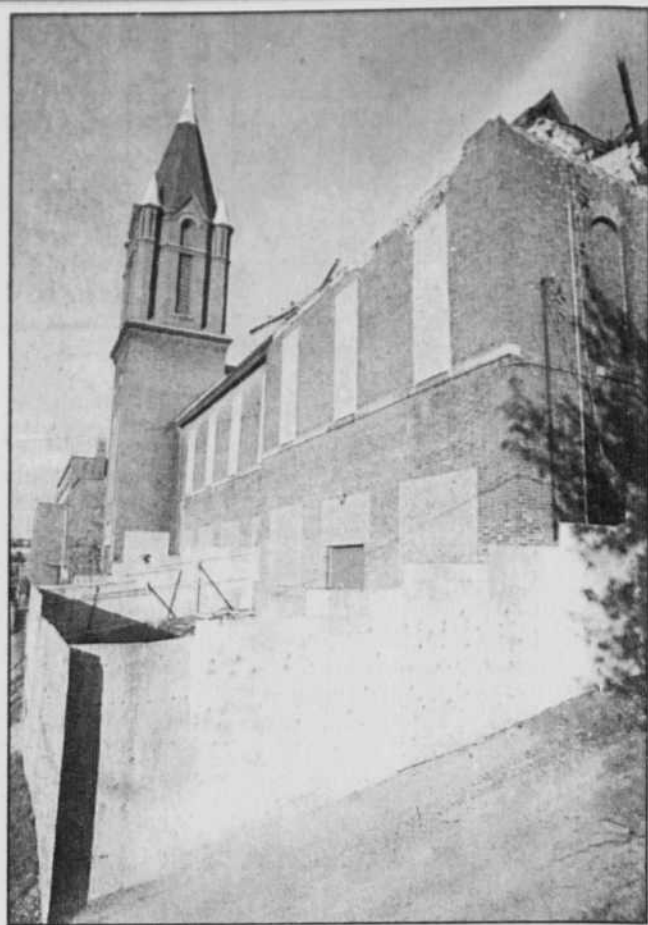
Devant l'importance de la décision à privilégier, il ne faut pas s'étonner que l'on prenne le temps de la mijoter, de la soupeser et de la digérer.

A cela s'ajoute l'attente d'une proposition ferme des assureurs pour que le constructeur, l'entrepreneur éventuel sache à quoi s'en tenir.

Voilà pourquoi on réfléchit et on garde espoir.

Durant la saison estivale, les offices de la communauté de St. Andrew's étaient célébrés à l'église Plymouth Trinity United Church, à Sherbrooke. Maintenant les célébrations ont lieu à 11 h 30, le dimanche, en l'église anglicane St. Georges de Windsor. Le groupe francophone s'y joint à l'occasion ce qui réjouit le Révérend Walker.

Il se dit également heureux des appuis, des encouragements de la population et des autres communautés religieuses. Il croit sincèrement que l'on ne peut que sortir grandi d'une telle épreuve. Il a rappelé l'épître de saint Jacques: «Mes frères, considérez-vous comme très heureux quand vous avez à passer par toutes sortes d'épreuves car, vous le savez, si votre foi résiste à l'épreuve ceci produit la patience.



L'église presbytérienne St. Andrew's, rue Frontenac.

Mais veillez à ce que votre patience se manifeste pleinement afin que vous soyez parfaits et complets qu'ils ne vous manquent rien.»

C'est tout un défi cette épreuve, dira-t-il, mais il est possible de croître à travers ce moment de tourmente et d'incertitude.

# SEARS

PRIX EN VIGUEUR DU JEUDI 23 AU DIMANCHE 26 SEPTEMBRE 1999, DANS LA LIMITE DES STOCKS

## 4 jours seulement!

**Rabais 40%**  
TOUS LES JEANS EN DENIM  
DE GRANDES MARQUES  
À PRIX ORDINAIRES

Un vaste choix de coupes et de finis pour hommes et femmes.  
Dans la limite des stocks

**Épargnez 30% de plus**  
SUR LES VÊTEMENTS,  
CHAUSSURES ET  
ACCESSOIRES POUR LA  
FAMILLE, À PRIX DE  
LIQUIDATION

Dans la limite des stocks

## Rabais 33%

**TOUS**  
LES JEANS EN  
DENIM NEVADA<sup>MD</sup>  
À PRIX  
ORDINAIRES

En coupes et finis variés, pour  
hommes et femmes

**TOUS**  
LES PANTALONS  
HAGGAR<sup>MD</sup> À PRIX  
ORDINAIRES POUR  
HOMMES ET HAGGAR  
FOR HER<sup>MD</sup> À PRIX  
ORDINAIRES  
POUR FEMMES

**TOUS**  
LES PANTALONS  
DOCKERS<sup>MD</sup> À PRIX  
ORDINAIRES POUR  
HOMMES ET  
FEMMES

**TOUS**  
LES PANTALONS  
R & R<sup>MD</sup> ET  
R & R CLASSICS<sup>MD</sup>  
À PRIX ORDINAIRES  
POUR HOMMES  
ET FEMMES

**Moitié prix**  
TOUS LES VÊTEMENTS  
MOLLETONNÉS COURT  
CLUB<sup>MD</sup> POUR HOMMES

**Rabais 40%**  
TOUS LES MAILLOTS DE  
STYLE POLO À PRIX  
ORDINAIRES POUR HOMMES

**Rabais 25%**  
TOUTES LES TENUES DE  
NUIT À PRIX ORDINAIRES  
POUR FEMMES

**1 jour seulement, le jeudi 23 septembre: rabais 30% sur tous les vêtements d'extérieur à prix ordinaires pour hommes, femmes et enfants**

Certains articles ont peut-être été soldés au cours de la semaine dernière. Achats sur place seulement

# SEARS

Découvrez tous les côtés de Sears<sup>MD</sup>

Copyright 1999, Sears Canada Inc.

05370



Inacom-Daguerre, Christian Landry

## Serge Forest déjà en campagne

La période de mise en candidature s'étant ouverte, le prétendant à la mairie de Rock Forest, Serge Forest, a sorti ses pancartes pour ne rien manquer du temps qui lui est consacré pour se faire connaître. Elles sont déjà bien visibles en bordure des rues de la municipalité et le principal intéressé ne fait aucune cachette sur sa stratégie. Cinq semaines lui sont données pour convaincre la population de lui accorder sa confiance et il entend en profiter pleinement.

## Bonsant met fin aux rumeurs

Ascot (FG)

France Bonsant sollicitera un troisième mandat comme conseillère d'Ascot, mettant ainsi un terme à la rumeur voulant qu'elle se présente à la mairie.

Disant ne pas avoir la disponibilité requise pour tenter de prendre la place de Robert Pouliot, Mme Bonsant a signalé que son premier souci sera de représenter le plus adéquatement possible les gens du district Boisclair.

Dans ses projets pour son secteur, elle entend mettre à l'étude la réfection de la rue Hallé-McDonald.

## DENTUROLOGISTE



Marcel Lavigne

### CHRONIQUE DENTURO-LOGIQUE

SUJET:

#### De véritables professionnels des prothèses

Tous les denturologistes doivent suivre une formation de 3 ans, durant laquelle ils apprendront uniquement à prendre des empreintes buccales et à fabriquer des prothèses. C'est d'ailleurs les tâches qui les attendront par la suite quotidiennement. Cela fait donc d'eux des professionnels qui maîtrisent parfaitement le travail entourant les prothèses dentaires.

Pour la grande majorité des prothèses, les denturologistes travaillent sans intermédiaire, puisqu'ils les fabriquent eux-mêmes, selon les données prises dans votre bouche et toujours dans le respect de votre visage.

Dans le cas du denturologiste Marcel Lavigne, qui possède sur place un laboratoire complet à la fine pointe, tous les types de prothèses amovibles et d'implants sont fabriqués sur place; aucune place à interprétation, celui qui prend les empreintes assurant par la suite la conception complète de la prothèse, pour une qualité et un esthétisme à son maximum.

Par ses apprentissages et son expertise, le denturologiste est donc un véritable professionnel de la prothèse, en qui les consommateurs peuvent avoir confiance pour un résultat des plus satisfaisants.

SUJET DE LA PROCHAINE RUBRIQUE:

Le rôle du patient



65, rue Belvédère Nord  
569-DENT (3368)

# Rock Forest: Jean-Guy Dion renonce à la mairie

Marc LAPRISE  
Sherbrooke

Jean-Guy Dion a pris sa décision. Il ne sollicitera pas le poste de maire de Rock Forest.

Conseiller municipal depuis maintenant 16 ans, M. Dion préfère plutôt poursuivre son travail d'échevin dans le district numéro 6, le quartier des Châteaux d'eau.

«Je n'ai pas le goût de retourner au travail à plein temps», a expliqué hier le principal intéressé en parlant du rôle de maire.

Jean-Guy Dion, bien que très intéressé par la tâche, ne souhaite pas reprendre le chemin du bureau chaque matin, comme il l'a fait durant toute sa carrière d'enseignant.

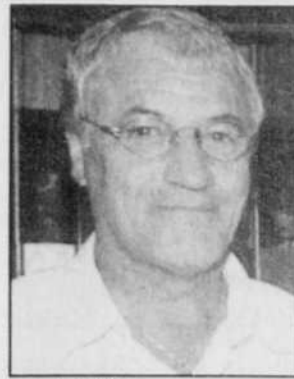
La tâche de conseiller, qu'il apprécie, lui permet amplement de «remplir le temps que je veux bien y consacrer», confie-t-il.

Et pourtant, M. Dion avait commencé à monter son équipe en prévision d'une campagne à la mairie. Le comité de stratégie était en place, prêt à passer à l'action.

Mais en repensant à l'ampleur du mandat, il a préféré poursuivre comme conseiller.

#### Le choix aux gens

«Ce travail me permet d'être près de mes concitoyens, de mes amis, de mes amours, d'être assez libre pour profiter largement des belles années à venir, à titre de retraité.»



Jean-Guy Dion

S'il se retire de la course à la mairie avant même qu'elle ne débute officiellement, Jean-Guy Dion a-t-il l'intention de soutenir un candidat? Il va garder ça pour lui, dit-il. «J'ai toujours été discret la-dessus. Peut-être porte la personne qui sera élue, j'aurai à travailler avec elle. C'est certain que dans mon coeur j'ai ma préférence, mais il faut laisser aller l'électeur», conclut-il.

CLUB DE GOLF  
**SHERBROOKE**  
**LUNDI AU VENDREDI**  
**20\$ taxes incluses**  
**346-GOLF**  
06489

# La Cadillac des grandes finales.

Profitez de la Cadillac des événements avant le 30 septembre.  
L'incomparable événement Cadillac tire sa révérence.

La nouvelle Cadillac DeVille est joliment équipée: légendaire système Northstar avec moteur V8 de 275 HP, direction Magnasteer<sup>MD</sup>, sièges en cuir chauffants à l'avant, téléverrouillage des portes et climatisation électrique à deux zones. Sans oublier l'ensemble de privilèges des propriétaires Cadillac qui comprend, entre autres, l'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km. Et pour un temps limité, le système de communication et de sécurité OnStar vous est offert sans frais, installation comprise (Valeur approx. de 1 800\$. Frais d'abonnement de 360\$ requis).

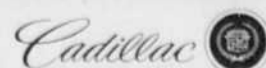
# 41 998 \$\*

À L'ACHAT Transport (940\$) et préparation inclus.

CADILLAC DEVILLE 1999



Cadillac, rien de moins.



Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs DeVille 1999 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. \*Immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicule peut être requis. Tous les détails chez votre concessionnaire Cadillac, en visitant le [www.gmcanada.com](http://www.gmcanada.com) ou en téléphonant au 1 800 463-7483.



## Serge Laprade est de la Tournée Santé et Bel Âge

Alain GOUPIL  
Sherbrooke

**S'**il peut afficher si fièrement ses 58 ans, Serge Laprade l'attribue pour beaucoup à sa façon de vivre. Discipliné, l'animateur et chanteur s'est toujours tenu loin des abus. L'alcool, le tabac et le fast food n'ont jamais fait partie de son quotidien.

Et si, à l'aube de la soixantaine, il peut encore chanter et animer des émissions de radio et de télé, c'est qu'il a su, dit-il, prévenir et apporter les changements nécessaires à tel ou tel âge.

«À 50 ans, quand tout va bien, on est

souvent porté à se croire infailible. On se dit que tout va continuer de bien aller, qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter... Mais qu'on le veuille ou non, nous subissons tous des changements, que ce soit physiques ou physiologiques qui, à leur tour, nous amènent à adopter de nouvelles habitudes de vie.»

D'où l'importance, dit-il, d'un événement comme *La tournée provinciale Santé et Bel Âge* qui s'arrêtera au Centre Julien-Ducharme de Fleurimont, demain.

Plus de 500 aînés sont attendus durant cette journée qui en est une de sensibilisation pour les 50 ans et plus sur l'importance et la nécessité de la prévention.

Il cite en exemple l'alimentation: «J'ai

longtemps cru qu'à partir d'un certain âge nous n'avions plus besoin de consommer autant de calcium et de potassium qu'avant. Je croyais qu'une fois à maturité, le squelette humain n'avait plus besoin de ça. Jusqu'au jour où on m'a expliqué qu'à notre âge la masse osseuse diminue, nos os deviennent fragiles, friables. D'où l'importance de s'alimenter de façon adéquate.»

Autre habitude qu'il convient de changer: la conduite automobile. «À 50 ou 60 ans, c'est connu, nous n'avons plus les mêmes réflexes qu'à 20 ans. Pourquoi alors ne pas s'arranger pour conduire davantage le jour que le soir? Pourquoi ne pas conduire en dehors des heures de pointe lorsqu'on est à la retraite, par exemple?...»

Et ce ne sont là que quelques-uns des conseils qui seront prodigués jeudi, à Fleurimont, dans le cadre de La tournée provinciale Santé et Bel Âge.

De 10 h à 14 h 30, les participants pourront assister à quatre conférences touchant l'alimentation, la sécurité routière, la santé des femmes après 50 ans et une autre sur les prothèses auditives.

On procédera aussi sur place à du dépistage sur l'ostéoporose et le diabète, afin d'informer les aînés sur les mesures appropriées en pareilles circonstances.

Pour couronner le tout, Serge Laprade offrira un tour de chant tiré de son plus récent disque *Célébration*, dont on pourra acheter des copies sur place.

## 450 congressistes se penchent sur l'autonomie des personnes âgées

Pierre SÉVIGNY

Sherbrooke

**C'**est sous le thème «Autonomie et vieillissement» que se déroulera, au Centre des congrès de Sherbrooke, le deuxième congrès scientifique de l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, demain, vendredi et samedi.

Cet événement d'envergure internationale réunira quelque 450 personnes dont plus de 300 provenant de l'extérieur de la région et du pays. Il permettra à une quarantaine de conférenciers, réputés dans les domaines de la gériatrie et de la gérontologie, de traiter de plusieurs problématiques médicales et sociales reliées à l'autonomie des personnes âgées.

Membres du comité organisateur du congrès, le directeur général de l'Institut, Daniel Bergeron, et la directrice du Centre d'expertise en gérontologie et gériatrie de l'Institut, Krystyna Kouri, ont précisé que l'événement des prochains jours a pour but d'appuyer la mission de l'Institut, soit de contribuer à l'avancement des connaissances dans le vaste et stratégique domaine des soins et services aux personnes âgées.

Selon eux, les échanges cliniques et scientifi-

ques sur le vieillissement représentent une occasion privilégiée pour les professionnels de la santé de faire le point, de questionner les façons actuelles de faire et de partager une vision clinique nouvelle.

En somme, pour M. Bergeron, il s'agit d'accentuer les façons de favoriser l'autonomie des aînés, soit par son maintien ou son rétablissement.

Et, c'est sous la présidence d'honneur de l'auteur et comédien André Cailloux que se dérouleront ces assises au cours des trois prochains jours. «C'est un privilège pour nous de pouvoir compter sur l'appui d'un homme qui symbolise le vieillissement réussi», a déclaré M. Bergeron en parlant de celui qui, durant plusieurs années, a fait rêver des générations d'enfants dans son rôle de Grand-papa Cailloux et qui fêtera au mois de mai prochain ses 80 ans.

**Le plus important congrès francophone du genre**

Le deuxième congrès de l'Institut, le plus important de langue française du genre en Amérique du Nord, regroupera donc plusieurs conférenciers réputés, notamment le démographe français Jean-Marie Robine qui posera une question fort pertinente: peut-on espérer vivre à la fois longtemps et en bonne santé? Le directeur du



Membres du comité organisateur du deuxième congrès scientifique de l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, la directrice du Centre d'expertise en gérontologie et gériatrie de l'Institut, Krystyna Kouri, et le directeur général de l'Institut, Daniel Bergeron, entourent le président d'honneur de l'événement, l'auteur et comédien André Cailloux.

Centre de recherche en gérontologie et gériatrie de l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, Réjean Hébert, prononcera une conférence portant sur les résultats d'une importante recherche menée en collaboration avec d'autres spécialistes du vieillissement.

Et, parmi les sessions qui seront vraisemblablement les plus courues, Mme Kouri mentionne celle du Dr Howard Bergman sur le système de

services intégrés pour personnes âgées en perte d'autonomie, et l'intervention du Dr Pierre J. Durand qui fera part du bilan du projet réalisé dans les Bois-Francs quant au modèle de coordination des services aux aînés, incluant un guichet à porte d'entrée unique, sans oublier le Dr Jacques Allard qui lancera la question suivante: les médicaments peuvent-ils être une cause de la perte d'autonomie?

## Maisons d'enseignement

### Collège de l'Estrie et TMI Multihexa

Le seul centre reconnu par microsoft en Estrie

- Après 7hrs de formation bureautique, vous obtenez gratuitement 3 hrs de laboratoire supervisé.

- Accès à une ligne de dépannage téléphonique sans frais pour une durée illimitée.

#### Certification MCSE de jour et de soir

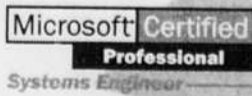
803 - Administrating Microsoft Windows NT 4.0  
Jour: 27-28-29 septembre et 19-20-21 octobre  
Soir: 20-23-27 septembre et 18-19-25-26 octobre

922 - Supporting Microsoft Windows NT 4.0  
Core Technologie  
Soir: 4-7-12-14-19-21-25 octobre

936 - Creating and configuring a Web Server using IIS 4.0  
Jour: 23-24-25 septembre  
Soir: 9-16-23 octobre

1009 - Mastering web Site Fundamentals  
Jour: 27-28-29-30 Septembre et 1 octobre

1013 - Mastering Microsoft Visual Basic 6 Development  
Jour: 4-5-6-11-12 octobre



## Collège de l'Estrie

Visitez notre site Internet:  
**WWW.COLLEGEESTRIE.COM**

**819-346-5000**  
**1-888-346-5530**

	SEPTEMBRE		
	Jour	Soir	Samedi
<b>Traitement de texte</b>			
Word 97 - Mod.1	21+23	27+29	
Word 97 - Mod.2 Mise en page		20+23	
Word 97 - Mod.3 Modèle et styles	30		
<b>Micro-Informatique</b>			
Intro à la Micro Informatique			28+29
<b>Internet/Intranet</b>			
Introduction à internet pour l'OCAQ	20+23		
Introduction à internet	24	11	
<b>Chffrier électronique</b>			
Excel 97 - Mod.3			25
<b>Base de donnée</b>			
Access 97 - Mod.1	22+23+29+30		
Access 97 - Mod.2 Relations/multi tables	22		
<b>Traitement de texte</b>			
Word 97 - Mod.1		5+7	
Word 97 - Mod.2 Mise en page		21	
Word 97 - Mod.3 Modèle et styles		12	
Word 97 - Mod.4 Publipostage/formulaires	26		
<b>Micro-Informatique</b>			
Windows 95 - Utilisateur		14	23
Windows 98 - Utilisateur	29		19+21
<b>Internet/Intranet</b>			
Courrier électronique/groupes de discussion	23		19+20
Programmation HTML	5+12		
Introduction à Internet	8+22		5+6
Création d'un site Web / FrontPage 98		20+27	
<b>Chffrier électronique</b>			
Excel 5 - Débutant	20		
Excel 97 - Mod. 1 Débutant	26+28		12+14+19+21
Excel 97 - Mod. 2 Fonctions/Multifeuilles	1		
Excel 97 - Mod. 4 Listes de données	18		
Excel 97 - Mod. 5 Représentation graphique	7		
Lotus 1 - 2 - 3 - Mod. 1 Base	25+28		
<b>Base de donnée</b>			
Access 97 - Mod.1 Base	5+7		9+16
Access 97 - Mod. 4 Formulaire/états simples	28		
<b>Courrier Électronique</b>			
Outlook 97 - Utilisation Individuelle	8		
Outlook 98 - Utilisation individuelle	22		
<b>Logiciel de dessin</b>			
PowerPoint 7 - Mod. 2 Graphique et animation		15	
PowerPoint 7 - Mod. 2 Graphique et animation		15	
<b>Autres</b>			
Lotus Notes 4.6 - Utilisateur	4		
Microsoft Project 98	13+14		

**FAITS DIVERS**

**Des dommages aussi importants que le vol**

**Rock Forest (psj)** - Comme cela se produit souvent dans les vols à la sauvette, les dommages sont aussi importants ou parfois plus élevés que la valeur des biens volés.

Vers 22 heures, lundi, un ou des individus ont fracassé la vitre de la porte de la Boucherie Rock Forest, 1100 rue Haut-Bois, pour y dérober 25 cartouches de cigarettes.

On estime le lot de cigarettes volées à 675 \$ et les dommages causés lors de l'introduction avec effraction, à quelque 500 \$.

Sans avoir atteint la cote fléau, ce genre de vol s'est produit de plus en plus fréquemment ces derniers mois.

**Deux livreurs... par précaution**

**Sherbrooke** - L'instinct, la mémoire des voix? Peu importe, la réceptionniste d'une pizzeria a d'une certaine manière causé l'avortement d'un vol qualifié à l'endroit d'un livreur du restaurant.

L'incident s'est produit en toute fin de soirée, lundi.

À la pizzeria, on a enregistré vers 23 h 15 la commande d'un client qui désirait se faire livrer une poutine. Ce dernier a donné comme adresse un appartement d'un immeuble à logements, rue Kingston, dans le quartier Ouest de Sherbrooke.

Quand la réceptionniste a reçu l'appel, elle a cru reconnaître la voix d'un client qui avait déjà dans le passé piégé un livreur pour lui dérober son argent. De plus, l'appel téléphonique provenait d'une cabine publique.

Même si le client a droit au service et toujours raison, dit-on, cela n'empêche pas de prendre les précautions qui s'imposent.

Dans le doute, double service, double livreur.

Ce sont donc deux livreurs qui sont allés «livrer» la poutine. Arrivés à l'adresse indiquée, l'un d'eux est entré dans l'immeuble et l'autre a attendu.

Comme on s'y attendait un peu, après avoir frappé à la porte de l'appartement, l'occupante n'avait en effet commandé aucune poutine. En revenant vers la porte, le livreur a croisé un individu qui l'a abordé et qui lui a dit que c'était lui qui avait passé la commande. Il a également sorti un couteau.

Quand le second livreur est apparu, le suspect a déguerpi à toutes jambes vers la rue Fairmount, a pris place dans un véhicule et a fui sans demander son reste ni sa poutine.

Le Service de police de la région sherbrookoise a été saisie de cette affaire de tentative de vol qualifié.

**Pénurie de pharmaciens à prévoir**

François GUGEON

Sherbrooke

Les prochaines années s'annoncent passablement problématiques dans les hôpitaux du Québec, dont le CUSE, quant au maintien des effectifs requis en matière de pharmaciens.

«On commence à être sur la corde raide. Pour le Québec, la pénurie est déjà d'environ 10 pour cent et si, au CUSE, on réussit pour le moment à se tirer assez bien d'affaire, la situation apparaît beaucoup plus inquiétante à moyen terme.»

Évitant de se faire alarmiste et de jeter la pierre à quiconque, le chef intérimaire du département de pharmacie au CUSE, Marc Vallée, n'en pense pas moins que la situation mérite réflexion. Surtout que le rôle de pharmacien dans le bon fonctionnement d'un plan de soins des malades est fondamental.

«Différents indices montrent que la pénurie de pharmaciens en hôpital va aller en s'accroissant. Par exemple, dans les cinq dernières années, 35 pour cent des étudiants en pharmacie inscrits à l'Université Laval qui étaient résidents à l'hôpital ont quitté le réseau, soit pour l'industrie pharmaceutique soit pour le privé», fait observer M. Vallée.

Les salaires

L'attrance pour l'industrie et la recherche pharmaceutiques, couplée à de meilleurs salaires là qu'en milieu hospitalier, y fait pour beaucoup. «D'autant plus, note le responsable, que la pratique en milieu hospitalier est toujours plus exigeante: lourdeur des cas à traiter, responsabilité accrue, évolution constante de la technologie... Et tout ça, dans un contexte de rationalisation des coûts.»

Au CUSE même, où on compte 26 postes de pharmaciens, Marc Vallée signale qu'on réussit à s'en tirer assez bien. Du moins pour le moment. Il signale qu'il manque trois pharmaciens mais compte sur le recrutement d'octobre pour réduire cela à moins un.

«Ce qui nous sauve c'est que le CUSE est accrédité par la faculté de pharmacie de l'Université de Montréal et notre formation est reconnue comme exemplaire. Aussi, on compte sur une très bonne équipe de pharmaciens, jeunes, motivés et qui fonctionnent bien ensemble», dit-il.

Néanmoins, il sent la pression très forte de la part des autres hôpitaux, dont ceux de la région de Montréal, où la pénurie atteint 13 pour cent, pour mettre la main sur des pharmaciens du CUSE. Soit pour des résidents qu'on pensait garder ici soit de pharmaciens déjà en poste. «Ça joue du coude. Le lobbying est pratiquement déloyal...»

**10 sacs de «pot» dans la minifourgonnette**

**Sherbrooke** - La Sûreté du Québec de l'Estrie a fait part, hier, d'une intervention de la SQ de la MRC d'Asbestos et de l'Escouade du crime organisé, dimanche dernier, à Saint-Georges de Windsor.

Grâce à une information, la police avait à l'œil des individus que l'on soupçonnait de production de marijuana.

Après l'exercice de surveillance, on a procédé à l'interception d'une fourgonnette dans laquelle on a découvert dix sacs de plastique contenant pour quelque 120 000 \$ de marijuana.

Trois femmes et un homme, âgés dans la trentaine, ont été appréhendés et seront appelés à comparaître par voie de sommation.

Les agents Michel Tremblay et Éric Roberge, de la SQ de la MRC d'Asbestos, ont participé à l'enquête.

**Accidents et cervidés**

**Sherbrooke** - Les dernières statistiques révèlent que depuis le début de l'année 1999 jusqu'au 15 septembre dernier, se sont produits 775 accidents de la circulation impliquant des chevreuils sur le territoire de la SQ des MRC de l'Estrie.

En 1998, on avait dénombré 1477 accidents avec des cervidés.

L'agent Serge Dubord, responsable des Affaires publiques à la SQ de l'Estrie, a mentionné qu'il était permis de croire que le nombre des accidents de 1999 sera moindre même si les mois d'octobre et de novembre sont souvent les pires mois de l'année.

**Le maire Perrault justifie la politique d'Hydro concernant l'émondage**

Luc LAROCHELLE

Sherbrooke

Le comité exécutif de la Ville de Sherbrooke réfute les accusations d'un sous-traitant d'Hydro-Sherbrooke, Alain Saindon, qui prétend que la direction du réseau municipal gère de manière incohérente et applique une politique de discrimination à l'endroit des abonnés de l'extérieur de Sherbrooke.

Après avoir entendu les explications des gestionnaires d'Hydro-Sherbrooke, les membres du comité exécutif concluent que les multiples critiques formulées par le spécialiste en émondage lors de la séance du conseil municipal de lundi soir sont sans fondement.

«Il n'y a qu'une seule catégorie de clients à Hydro-Sherbrooke et les politiques d'émondage sont appliquées de la même façon sur le territoire de Sherbrooke qu'à l'extérieur. Il est faux de prétendre le contraire», dit le maire Jean Perrault.

Selon M. Perrault, Hydro-Sherbrooke n'a pas réduit ses budgets pour l'entretien préventif de son réseau.

«Nous consacrons entre 400 000 et 600 000 \$ annuellement pour l'éla-

gager sur notre réseau. Nous avons retardé des travaux de nettoyage de lignes dans les secteurs de St-Élie et de St-Denis-de-Brompton parce que les prix étaient exorbitants dans les soumissions reçues lors du premier appel d'offres. Nous croyons qu'il est possible d'obtenir des prix plus avantageux. Je comprends la frustration de M. Saindon qui attend ces contrats, mais ce sont les élus de Sherbrooke qui décident des politiques internes et des objectifs de notre organisation», a renchérit le maire Perrault.

**Accueil pas très chaleureux**

La Ville n'entend pas exercer de représailles à l'endroit de M. Saindon, dont la compagnie a toujours des contrats de près de 50 000 \$ à exécuter pour Hydro-Sherbrooke. L'homme d'affaires s'est présenté au quartier général d'Hydro-Sherbrooke comme prévu hier pour assister à une séance d'information.

«L'accueil n'a pas été très chaleureux. Mais je n'ai aucun remords et je maintiens que la direction d'Hydro-Sherbrooke ne fait pas des bons choix. Ce sont bel et bien des monteurs de lignes qui iront à Montréal pour apprendre les techniques d'émondage. Ils recevront une formation d'un mois alors qu'elle dure normalement cinq ans, le

même temps que mettent les monteurs de lignes pour apprendre leur métier. Est-ce que ces derniers reconnaîtront qu'un émondeur est qualifié pour effectuer leur travail en ayant seulement quelques notions de base? Vous connaissez la réponse autant que moi», de dire le sous-traitant.

Et Alain Saindon en remet: «Ce n'est pas non plus un raisonnement d'affaires d'affecter à des travaux d'émondage des employés surpayés par rapport aux professionnels de l'horticulture en disant qu'on va occuper leur temps».

**loto-québec résultats**

**Banco**

Tirage du 99-09-21

11	14	16	19	30
36	39	40	45	50
51	52	53	56	57
58	59	61	66	69

3 058 4 3995

**Extra**

Tirage du 99-09-21

NUMÉRO: 275407

**T.V.A. LE RÉSEAU DES TIRAGES**

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**GM**

**JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE**

**1,9%** à l'achat\*  
JUSQU'À 48 MOIS

**DERNIÈRE CHANCE DE TOMBER SUR LES MEILLEURES OFFRES QUI SOIENT SUR TOUS LES TRACKER 99. L'ÉVÉNEMENT LAISSEZ TOUT TOMBER POUR UNE GM.**

Tracker 4 portes de Chevrolet

Comptant	Mensualité
0 \$	318 \$
1 161 \$	288 \$
2 161 \$	258 \$

**258 \$/mois\***  
location 36 mois

**19 899 \$\*\***  
à l'achat  
Transport et taxes en sus.

Où tu veux. Quand tu veux.

- 4 roues motrices
- Moteur 4 cyl. 2,0 L de 127 HP
- Boîte manuelle 5 vitesses avec surmultipliée
- Sacs gonflables de nouvelle génération côtés conducteur et passager
- Radiocassette AM/FM stéréo
- Essuie-glace arrière
- Boîte de transfert à 2 vitesses et moyeux avant autobloquants
- Banquette arrière divisée rabattable avec appuie-tête réglables

L'Association Marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec vous suggère de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquent aux Tracker neufs 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. \*Taux de financement à l'achat de 1,9% disponible jusqu'à 48 mois. \*\*Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (voir tableau de mensualités). À la location, transport et préparation inclus. Immobilisation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement à 1,9%: 15 000 \$ incluent transport, préparation et taxes; 48 versements de 324,77 \$, coût en intérêts de 588,97 \$, coût total de 15 588,97 \$. \*\*\*Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD usager agréé. Un échange de véhicule peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez le www.gmcanada.com

**CHEVROLET Oldsmobile**

**CHEVROLET**

# Opinions

La Tribune

Raymond Tardif,

Président et Éditeur

Jacques Pronovost,

Rédacteur en chef

## EDITORIAL

# Une facture de trop



Michel MORIN

Comment réagiriez-vous si on vous forçait, par un moyen détourné, à payer davantage de taxes pour permettre au gouvernement non pas d'effacer son surplus budgétaire, mais plutôt pour engranger encore plus de fric dans ses coffres? Non. Niet. Pas question, répondez-vous. Et personne ne pourrait vous blâmer de réagir ainsi.

C'est pourtant ce qui se trame dans l'entourage du gouvernement de Lucien Bouchard.

Voulant poursuivre sa réforme du monde municipal, le gouvernement s'apprête à acheminer une autre facture de 375 millions \$ aux municipalités du Québec, elles qui ont déjà largement contribué à rétablir l'équilibre budgétaire de Québec. Il ne faut pas être détenteur d'une maîtrise en gestion des affaires pour en déduire que c'est encore une fois le contribuable qui fera les frais de cet autre pelletage de facture. Ou bien ce contribuable devra déboursier davantage. Ou bien on lui offrira moins de services pour le même coût.

Maintenant que Québec a équilibré ses finances, ne pourrait-il pas envisager pour ses contribuables autre chose que de nouvelles taxes ou une diminution des services? N'est-il pas temps de donner un peu de lest à ceux et celles qui, par leurs

sacrifices, ont rendu possible l'élimination du déficit? Si ce gouvernement est à ce point à l'écoute de ses électeurs, il renoncerait immédiatement à l'idée de refiler une telle facture au monde municipal. D'autant que les surplus budgétaires, si virtuels soient-ils pour reprendre l'expression du ministre des Finances, Bernard Landry, constituent bel et bien une nouvelle réalité pour le gouvernement du Québec. Et c'est heureux qu'il en soit ainsi. Sauf que le temps de la flagellation est maintenant révolu. Si ce gouvernement s'entête à exiger un autre effort au monde municipal, donc au contribuable par ricochet, il aura plus que la fonction publique sur les bras; il devra également manoeuvrer avec la colère et l'exacerbation des élus et administrateurs municipaux.

Dans cette veine, le chef de l'Opposition, Jean Charest, a parfaitement raison d'exiger du gouvernement Bouchard qu'il abandonne cette facture de 375 millions \$. Surtout dans le contexte actuel. Ce contexte voulant que les processus de regroupements ou de fusions devront tôt ou tard prendre le chemin des réalisations. Les discussions à ce sujet durent déjà depuis des années; le temps de l'action est venu. Sauf que l'on ne peut pas imposer une nouvelle facture aux municipalités et attendre en retour qu'elles collaboreront dans la plus parfaite des harmonies à une démarche qui, dans bien des cas, s'apparentera à de l'autodestruction pour plusieurs d'entre elles.

Que Québec veuille garder le cap sur une gestion serrée se défend très bien. Le passé a enseigné avec douleur que les idées de grandeur et les investissements tous azimuts finissent par provoquer un rصاص. La dure lutte au déficit engagée depuis une bonne dizaine d'années montre que le prix à payer pour l'insouciance d'hier est très élevé. Oui, le gouvernement doit conserver le cap et tout mettre en oeuvre pour éviter que le train de la saine gestion ne déraile. Cela étant dit, il ne faut pas verser dans l'excès pour autant. Que le surplus budgétaire soit timide peut représenter une mince consolation en regard des efforts déployés pour l'atteindre. Cependant, ce qui est acquis est acquis et le gouvernement devrait s'en contenter.

Il est vrai que plusieurs municipalités peuvent compter sur d'importants surplus financiers accumulés au fil des années. Comme le Conseil du trésor évalue à plusieurs centaines de millions de dollars l'ampleur de tous ces bas de laine, on comprend alors que le gouvernement soit tenté d'exiger un autre effort de la part du monde municipal. Pour paraphraser, disons que du point de vue gouvernemental, les conditions gagnantes sont réunies. Mais à vouloir se lancer dans une autre guerre contre le monde municipal pour une facture qui, dans les faits, est totalement injustifiée, l'équipe ministérielle risque bien plus de perdre que de gagner.

## LETTRÉ OUVERTE

# Non à la CSN

M. Van Meerbeck,  
CSN

Pour faire suite à l'entrefilet paru dans l'édition de samedi, j'aimerais apporter un éclaircissement à votre utilisation des mots «tactiques déloyales».

Vous prétendez que parce que les employés de bureau ont participé à la manifestation de mercredi, c'est une tactique déloyale. Nous, employé(e)s de bureau, considérons plutôt ça comme un mouvement de solidarité.

Des tactiques déloyales, en voici:

- la CSN retient les cartes d'adhésion des employés de Bombardier Inc. Produits Récréatifs dans le but de les relâcher lorsque la majorité sera obtenue;

- la CSN n'a pas donné suite aux employés de Bombardier Inc. Produits Récréatifs qui ont annulé leur demande d'adhésion;

- la CSN garde dans sa liste de membres, le nom d'employés de Bombardier Inc. Produits Récréatifs qui sont à la retraite.

Voici ce que j'appelle des tactiques déloyales. Comment avoir que la liste établie par la CSN soit vraiment représentative? Ça me fait penser aux listes électorales; on oublie de faire le ménage quand c'est à l'avantage du parti.

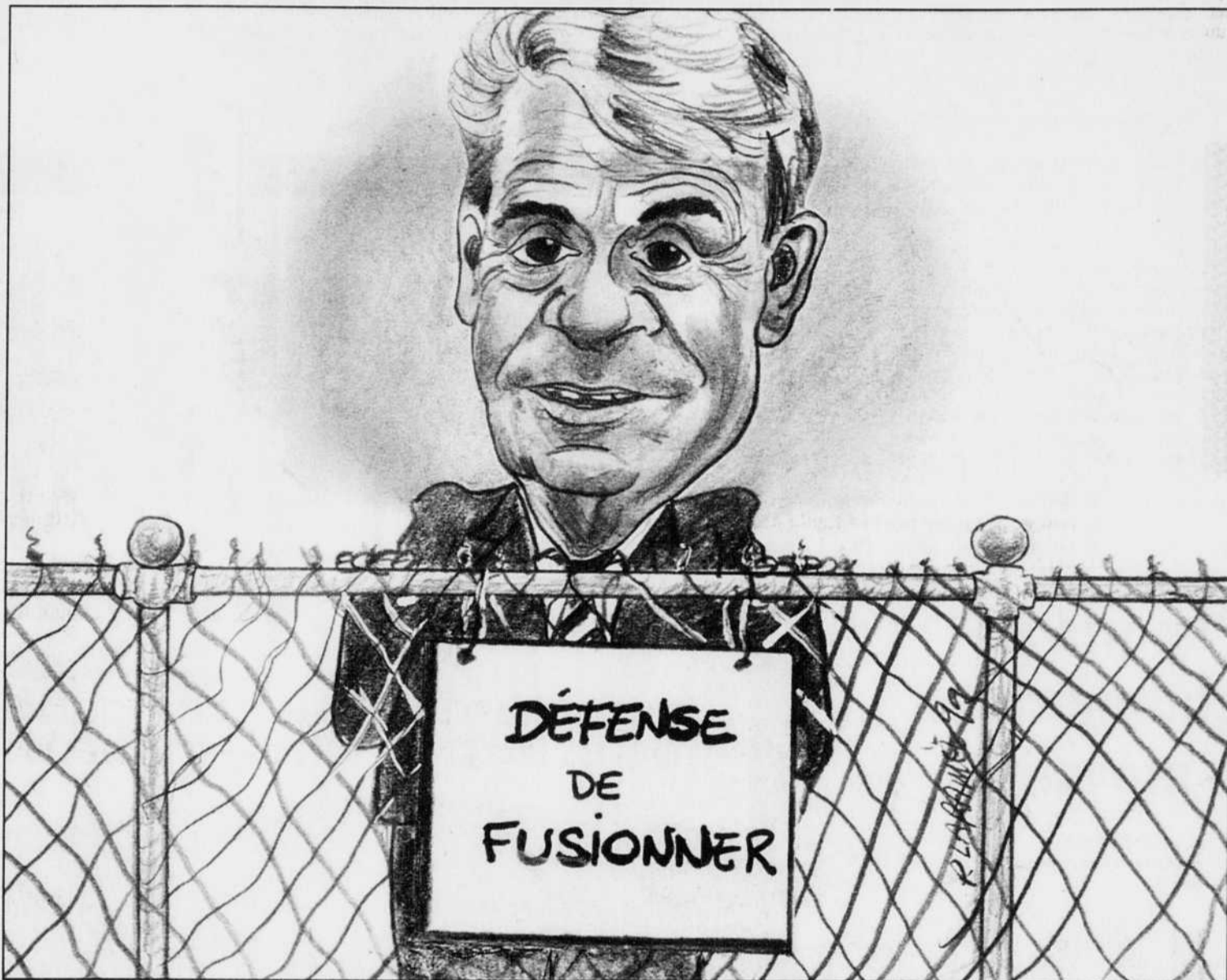
Employé(e)s de Bombardier Inc. Produits Récréatifs soyez vigilants:

- ce n'est pas la CSN qui fera grossir le carnet de ventes de Bombardier Inc. - la CSN n'est pas le Père Noël.

- ce n'est pas la CSN qui va régler les problèmes de la CSST - la CSN n'est pas Dieu le Père - La CSST est régie par des fonctionnaires - donc la CSN devra faire les mêmes démarches que le CRT ou Bombardier Inc.

Soyons tous solidaires. Votons NON au syndicat!  
C'est mon opinion!

Lorraine Villeneuve  
Valcourt



## DOCUMENT

# Rendre accessibles les services de santé

*NDLR: La Fédération de la santé et des services sociaux (CSN) entreprend une tournée des CLSC de la région afin de faire le point sur le vécu de ces entités. Cinq thèmes seront abordés: la fusion des CLSC, la prévention, le désengagement de l'État et l'avenir des CLSC. Le premier volet, traité ci-après, retrace l'histoire des CLSC au Québec.*

Le Québec compte 146 CLSC. La moitié d'entre eux sont fusionnés avec d'autres établissements et plusieurs s'inquiètent de l'affaiblissement de la mission des CLSC qui est d'offrir gratuitement à l'ensemble de la population des services médicaux, sociaux et communautaires, autant préventifs que curatifs.

Pour mieux comprendre la situation actuelle des CLSC, rien de mieux que de reprendre leur histoire et d'analyser leur évolution.

Les CLSC furent une véritable création, un modèle d'organisation complètement nouveau; produit d'un long travail de réflexion suite à une enquête publique menée par une commission qui avait comme préoccupation de rendre accessible l'ensemble des services de santé et des services sociaux pour toute la population québécoise.

C'est en 1966 que fut créée une commission d'enquête sur la santé et le bien-être social. Elle a proposé une révision en profondeur de la politique en matière de santé et de bien-être social ainsi qu'une refonte complète du système de distribution de services de santé et des services sociaux. Cette commission d'enquête fut présidée dans un

premier temps par Claude Castonguay et dans un second temps par Gérard Népveu.

Au terme de son travail, il en ressortit que sa préoccupation majeure était de rendre les services de santé accessibles à tous les citoyens et citoyennes quels que soient leur richesse ou leurs revenus.

La commission était également sensible à l'augmentation des coûts de la santé et pour cela, elle souhaitait que l'État investisse dans la prévention. Il fallait donc rationaliser la distribution des services de santé et des services sociaux en visant une plus grande efficacité. De plus, la Commission d'enquête Castonguay-Népveu souhaitait une plus grande participation des citoyens et citoyennes à la gestion des établissements de santé et de services sociaux. La réforme des années 70 a constitué un véritable bouleversement. Le régime universel d'assurance-maladie fut introduit au Québec en 1971 et peu de temps après, l'implantation des premiers CLSC s'amorça.

À l'origine, on prévoyait établir 210 CLSC et 1000 points de service sur tout le territoire québécois, chaque CLSC devant desservir en moyenne 36 000 habitants. À la fin des années 80, le réseau est complété à 160 CLSC seulement.

En 1971, le ministère tenta une définition plutôt vague des CLSC que l'on peut contenir dans les mots suivants: local, communautaire, prévention et services courants.

Ce manque d'encadrement a nui à l'implantation des CLSC dans une certaine mesure mais a aussi contribué à

l'euphorie de ses partisans et partisans.

Les valeurs d'intervention en CLSC ont rassemblé beaucoup de monde, entre autres, il fallait être près de la population, faire de la prévention et tenir compte de la totalité de la personne et de son environnement dans l'approche utilisée.

### Porte d'entrée

Dans l'esprit des initiateurs de la réforme, les CLSC étaient sensés devenir la porte d'entrée du réseau de la santé et des services sociaux.

Cela n'a pu se passer ainsi à cause de l'absence de politique officielle du ministère, de l'implantation timide des CLSC par le ministère qui faisait en sorte que plusieurs territoires n'étaient pas desservis et finalement en raison des médecins de pratique privée qui ont boycotté la réforme en implantant très rapidement un réseau de cliniques et polycliniques sans aucun contrôle de l'État.

La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec n'a pas hésité à déclarer une véritable guerre à ces établissements, y voyant une menace à l'exclusivité du pouvoir professionnel du médecin, en refusant de s'intégrer à des équipes multidisciplinaires non placées sous l'autorité d'un médecin, en refusant la participation des usagers à la gestion des établissements et, surtout, en voyant dans les CLSC une atteinte directe à la pratique privée de la médecine. Au niveau salarial, les médecins ont eu des discussions laborieuses avec le ministère sur le type de rémunération (à l'acte ou à salaire). Beaucoup de pression fut exercée sur

leurs membres pour qu'ils n'intègrent pas ces nouveaux établissements; une vigoureuse campagne de dénigrement contre les CLSC a eu cours.

En 1975, trois ans après l'implantation des premiers CLSC, le ministère souhaite faire une mise au point sur le réseau des CLSC. Un comité de six personnes (dont une seule venait du milieu CLSC) fut alors formé pour analyser la situation et, devant la méfiance de leurs recommandations, deux rapports furent soumis.

Le ministère, dans la suite des événements, appliqua les recommandations du rapport dit «majoritaire» (celui regroupant quatre personnes) entre les années 1975 et 1986. On y recommandait l'accessibilité pour les citoyens et citoyennes aux services de santé et sociaux: que les CLSC soient situés près des populations et qu'ils soient de petite taille; que les CLSC limitent leurs actions aux services généraux (par opposition à services spécialisés); que leur organisation soit simple et que la gestion soit de style ouvert et participatif; que le mode de rémunération de base pour tout le personnel soit le salariat et que se tissent des liens volontaires entre les établissements afin d'assurer la continuité des services à la population.

### Manque de volonté

L'État a manqué de volonté politique tant vis-à-vis des CLSC que vis-à-vis du reste du réseau et des médecins de pratique privée.

Les CLSC furent laissés à eux-mêmes; ils se sont définis eux-mêmes sur le terrain à l'aide d'un instrument qu'ils se sont donnés en 1975: la Féd-

ération des CLSC du Québec. Ce fut un véhicule très précieux. En 1977, six ans après l'implantation du premier CLSC, le ministère public adopte une politique intitulée «rôles et fonctions des centres locaux de services communautaires» en s'inspirant largement du travail de réflexion effectué par la Fédération des CLSC du Québec.

Cette politique officialisait la philosophie d'intervention des CLSC, c'est-à-dire qu'elle reconnaissait les concepts de prévention, de prise en charge par la personne, d'intervention globale et communautaire. C'est alors que le ministère a confirmé la responsabilité des CLSC en matière des services à domicile, des services de soins dentaires préventifs, des services de santé et de sécurité au travail et de services sociaux locaux.

En 1981, le ministère publiait une nouvelle politique annonçant le parachèvement du réseau des CLSC. En 1987, le réseau demeurait toujours inachevé.

En 1999, sur les 146 CLSC existants, il n'en reste plus que 74 qui portent encore ce titre: 43 CLSC ont été fusionnés avec des CHSLD (Centre hospitalier de soins de longue durée) et 29 avec des CH (Centres hospitaliers), des centres de santé et aussi des CHSLD.

Plus près de nous, le CLSC SOC fut le CLSC pionnier en Estrie. En effet, il fut le premier à s'implanter dans son milieu, par son milieu et pour son milieu.

Colombe Landry  
Vice-présidente régionale de l'Estrie  
Fédération de la santé  
et des services sociaux

### ADMINISTRATION

Raymond Tardif  
Président et éditeur

René Morin

Vice-président  
Finances et administration

### RÉDACTION

Jacques Pronovost

Rédacteur en chef

Maurice Cloutier

Directeur de l'information

Michel Morin

Éditorialiste

### PUBLICITÉ

François Fouquet

Directeur

### TECHNOLOGIE

Alain LeClerc

Michel Poulin

Adjoints au directeur

### PRÉ-IMPRESSION & PRODUCTION

René Béliveau

Conseiller

### COMPTABILITÉ

André Roberge

Contrôleur

### TIRAGE

Steve Rancourt

Michel Doyon

Adjoints au directeur

### COMPTABILITÉ

André Corriveau

Contrôleur

Julienne Poulin

Gérante du crédit

### TIRAGE

André Custeau

Directeur

Serge Nadeau

Adjoint au directeur

# Les rats laveurs n'ont pas eu leurs biscuits

□ L'avion cloué au sol par le mauvais temps fera une nouvelle tentative de largage aujourd'hui

## Bromont (PC)

Les rats laveurs n'auront finalement pas reçu une goutte de la pluie de biscuits contre la rage qui devait s'abattre sur leurs têtes hier. L'avion et les techniciens venus directement d'Ontario étaient au rendez-vous, mais Dame Nature a refusé de collaborer, clouant l'appareil au sol. Les biscuits anti-rage devraient toutefois commencer à tomber sur la région tôt ce matin.

Malgré tout, il y avait un véritable branle-bas de combat médiatique hier à l'aéroport de Bromont, pour assister au largage des 80 000 vaccins contre la rage des rats laveurs. L'opération est finalement tombée à l'eau.

«Le plafond nuageux est trop bas. Il faut qu'on voit les routes, les maisons et les cours d'eau pour ne pas envoyer de vaccins n'importe où», a expliqué Charles MacInnes, responsable de l'opération et coordonnateur de la recherche contre la rage au ministère des Ressources naturelles de l'Ontario. Le territoire à «arroser» est délimité par la frontière avec le Vermont, les montagnes de Sutton, Lac-Brome et Coaticook.

Une fois au sol, les biscuits seront engloutis par les quelque 10 000 rats laveurs du territoire qui apprécient particulièrement l'odeur du poisson séché.

«On vise le raton laveur parce qu'il se tient beaucoup dans les zones habitées et il peut facilement entrer en contact avec les animaux domestiques comme votre chien et lui transmettre le



Photo La Voix de l'Est  
L'opération de largage des biscuits pour rats laveurs devrait commencer ce matin. L'avion et les techniciens étaient à Bromont hier, mais le mauvais temps a cloué l'avion au sol.

virus», a expliqué René Lafond, biologiste au ministère de l'Environnement et de la Faune.

Il faudra près de deux semaines avant que le vaccin ne fasse effet et que l'animal soit hors de danger. Le biologiste a de plus indiqué que certains animaux comme la moufette ou le renard roux seront eux aussi immunisés s'ils mangent un biscuit. Les responsables de l'opération souhaitent que 80 pour cent des rats laveurs soient ainsi immunisés par le vaccin.

«Cet automne, on va engager des trappeurs qui vont attraper quelques rats pour vérifier si on a bien réussi», a précisé Denise Bélanger, vétérinaire

spécialiste des vaccins animaliers à l'école de médecine vétérinaire de St-Hyacinthe. Le vaccin laisse un dépôt sur les dents de l'animal, ce qui permet aux scientifiques de déterminer si un spécimen a oui ou non mangé un biscuit.

«Il est fort probable qu'il va falloir répéter l'opération régulièrement puisque l'espérance de vie des rats laveurs n'est que de deux ou trois ans», a-t-elle ajouté.

Mme Bélanger a déclaré que les biscuits sont sans danger pour les humains. «Ça fait plus de dix ans que cette sorte de biscuits est utilisée aux États-Unis et il n'y a jamais eu d'intoxication chez des humains», a-t-elle dit.

Même s'ils ressemblent à un gros morceau de chocolat, les biscuits contre la rage dégagent une odeur répugnante qui découragerait la plupart des enfants de vouloir y goûter. Malgré tout, si quelqu'un en ingère par inadvertance, il n'y a aucun risque pour sa santé puisqu'il s'agit d'une protéine provenant du virus plutôt que du virus lui-même.

La santé des animaux n'est pas menacée non plus même, s'ils venaient à en avaler. «La compagnie qui les fabrique (Rhone Merieux) a fait des tests sur 59 espèces comme le chien, la vache, les moutons, le porc-épic et même des souris dont le système immunitaire était déficient», a conclu Mme Bélanger.

**UN VRAI GOÛT**

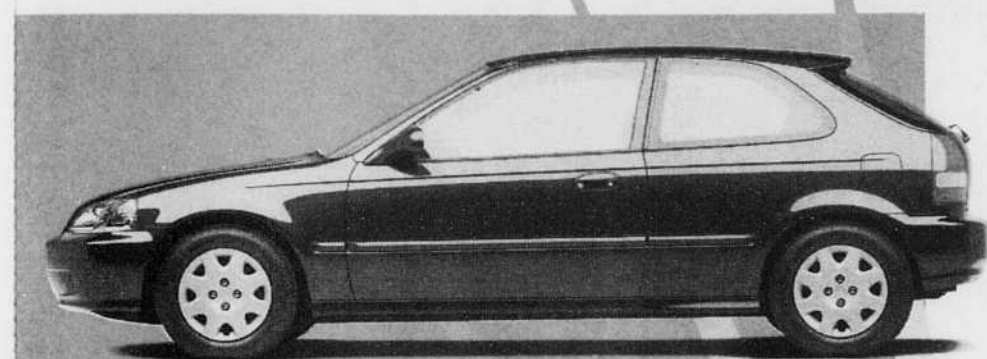
de fraîcheur!

- GLAIEULS ET AUTRES FLEURS COUPÉES
- LÉGUMES DU JARDIN
- PLUSIEURS VARIÉTÉS DE POMMES
- pommes à chevreuil
- Venez cueillir vos immortelles et vos statiques



**VENEZ CUEILLIR VOS POMMES!**

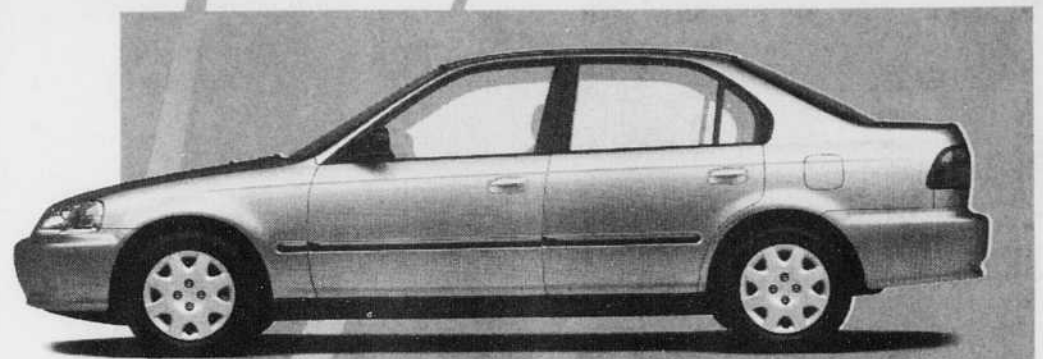
2285, ch. Ste-Catherine  
à 1 minute de l'Université  
**Ouvert 7 jours jusqu'à Noël**



### CIVIC HATCHBACK DX

**INCLUANT :** • Coussins gonflables conducteur et passager (SRS) • Radio AM/FM stéréo • Volant inclinable • Direction assistée • Rétroviseurs télécommandés • Roues de 14 pouces avec enjoliveurs • Moteur 1,6 litre de 106 chevaux (PGM-FI) • Et bien plus...

**4,8%** sur financement d'achat jusqu'à 60 mois sur toutes les Civic hatchback 1999 en inventaire.



### CIVIC ÉDITION SPÉCIALE

**INCLUANT :** • Air climatisé • Serrures électriques • Déverrouillage sans clé • Poignées de portières harmonisées • Radio AM/FM stéréo 4 haut-parleurs • Direction assistée • Volant inclinable • Rétroviseurs télécommandés • Coussins gonflables conducteur et passager (SRS) • Moteur 1,6 litre de 106 chevaux (PGM-FI) • Et bien plus...

Seulement **16 900 \$**\*\*\* À L'ACHAT

**5,8%** sur financement d'achat jusqu'à 60 mois sur toutes les berlines Civic 1999 en inventaire.

## LES JOURS HONDA



### CR-V 4x4 LX

**4,8%** sur financement d'achat jusqu'à 60 mois sur tous les CR-V 1999 en inventaire.

**298 \$**\*\*\* par mois, location 48 mois TRANSPORT et PRÉPARATION INCLUS

**INCLUANT :** • Système RealTime à 4 roues motrices • Air climatisé • Freins ABS • Régulateur de vitesse • Groupe électrique • Coussins gonflables conducteur et passager (SRS) • Radio AM/FM stéréo cassette • Table de pique-nique • Et bien plus...



### BERLINE ACCORD EX

**INCLUANT :** • Air climatisé • Freins ABS • Intérieur garni de cuir • Siège avant gauche chauffant à 8 réglages électriques • Toit ouvrant électrique • Groupe électrique • Régulateur de vitesse • Coussins gonflables conducteur et passager (SRS) • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Roues en alliage d'aluminium • Garniture intérieure similibois • Et bien plus...

**4,8%** sur financement d'achat jusqu'à 60 mois sur toutes les berlines Accord 4 cylindres 1999 en inventaire.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

**HONDA**

CONÇUES ET CONSTRUITES SANS CONCESSION

\*Programme de financement de Honda Canada Finance Inc. à 4,8 % offert à l'achat de tout modèle Civic hatchback, berline Accord 4 cylindres ou CR-V 1999 neuf en inventaire ou de 5,8 % à l'achat de tout modèle berline Civic 1999 neuf en inventaire pour des termes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Un versement initial pourrait être exigé. \*\*P.D.S.F. de la berline Civic Édition Spéciale 1999 à transmission manuelle (modèle EJ651X). Transport et préparation (850 \$), ainsi que taxes, immatriculation et assurance en sus. \*\*\*Location-bail offerte exclusivement par H.C.E.I. portant sur le CR-V LX 1999 à transmission manuelle (modèle RD174X) neuf. Echange ou comptant de 3 437 \$, la première mensualité et un dépôt de garantie de 350 \$ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. Roues en alliage et galerie de toit illustrées sur le CR-V disponibles en option. Sujet à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.



# JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

# 1,9%

à l'achat\*

**DERNIÈRE CHANCE DE TOMBER SUR LES MEILLEURES OFFRES  
QUI SOIENT SUR TOUS LES MODÈLES 99.**

**L'ÉVÈNEMENT LAISSEZ TOUT TOMBER POUR UNE GM.**



*Avec son look sportif, la Sunfire  
est de loin la plus excitante  
de sa catégorie.*

- Moteur 2,2 L de 115 HP avec boîte manuelle 5 vitesses
  - Freins antiblocage aux 4 roues • Sacs gonflables de nouvelle génération côté conducteur et passager • Dispositif antivol PASSLock
  - Siège arrière à dossier rabattable • Aileron arrière
- CETTE SUNFIRE EST ÉQUIPÉE DE L'ENSEMBLE VALEUR PLUS:**
- Roues de 15 po • Verrouillage électrique des portes • Tachymètre

## SUNFIRE 4 portes de Pontiac

Comptant	Mensualité
0 \$	243 \$
1 663 \$	198 \$
2 363 \$	178 \$

**178 \$ /mois\*\***  
location 36 mois  
1,9% location ou achat\*



*Elle n'a pas juste l'air sportif,  
elle vous met aux commandes.*

## GRAND AM SE de Pontiac

Comptant	Mensualité
0 \$	328 \$
1 436 \$	288 \$
3 114 \$	228 \$

- Moteur Twin Cam 2,4 L de 150 HP
- Nouveau design astucieux • Freins antiblocage aux 4 roues • Boîte automatique 4 vitesses avec traction asservie améliorée • Climatiseur
- Radiocassette AM/FM stéréo
- Verrouillage électrique des portes
- Siège arrière à dossier divisé rabattable

**228 \$ /mois\*\***  
location 36 mois  
19 998 \$ à l'achat\*\*\*



*Allie robustesse et lignes sportives.*

## JIMMY 4 portes GMC

Comptant	Mensualité
0 \$	408 \$
1 254 \$	368 \$
2 304 \$	338 \$

- 4 roues motrices
- Moteur Vortec V6 4,3 L de 190 HP
- Freins antiblocage aux 4 roues
- Pont arrière autobloquant
- Portes, vitres et rétroviseurs chauffants à commande électrique
- Climatiseur • Roues en aluminium

**338 \$ /mois\*\***  
location 36 mois  
1,9% location ou achat\*

## SIERRA SL GMC

- Moteur V8 Vortec 4800 de 255 HP
- Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée
- Climatiseur • Freins à disque et antiblocage aux 4 roues
- Radiocassette AM/FM stéréo
- Pont arrière autobloquant
- Calandre, pare-chocs et roues chromés

Comptant	Mensualité
0 \$	335 \$
877 \$	308 \$
2 191 \$	268 \$

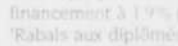
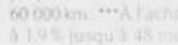
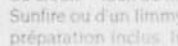
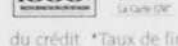


*Meilleur nouveau pick-up selon l'AJAC.*

**268 \$ /mois\*\***  
location 36 mois  
0 \$ dépôt de sécurité  
**NOUVEAU PRIX RÉDUIT:**  
22 499 \$ à l'achat\*\*\*  
Transport et taxes en sus.

**PONTIAC  
BUICK  
GMC**

**GM**



L'Association Marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec vous suggère de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers. \*Appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sierra SL, supporté: 1/2 tonne, 2 roues motrices, cabine régulière. Sujet à l'approbation du crédit. \*\*Taux de financement à l'achat de 1,9% disponible jusqu'à 48 mois et jusqu'à 60 mois sur la Sunfire. Taux également applicable jusqu'à 36 mois à la location d'une Sunfire ou d'un Jimmy 4 portes. \*\*Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (voir tableaux de mensualités). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 925 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 c. du km après 60 000 km. \*\*\*À l'achat, préparation incluse, transport (Grand Am: 720 \$, Sierra: 940 \$) et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement à 1,9% jusqu'à 48 mois: 15 000 \$ incluant transport, préparation et taxes. 48 versements de 324,77 \$, coûts en intérêts de 588,97 \$, coût total de 15 588,97 \$. Exemple de financement à 1,9% jusqu'à 60 mois: 15 000 \$ incluant transport, préparation et taxes. 60 versements de 262,26 \$, coûts en intérêts de 735,61 \$, coût total de 15 735,61 \$. Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. \*\*\*\*Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicule peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez le [www.gmcanada.com](http://www.gmcanada.com)

